

FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT



LE CADRE RENFORCÉ D'ALLOCATION FONDÉE SUR LA PERFORMANCE : NOUVEAUX ENJEUX, DÉFIS ET PROPOSITIONS POUR UN DÉBAT SUR LA VOIE À SUIVRE

**REVUE À MI-PARCOURS DU FAD-X
7 – 8 DÉCEMBRE 2006
La Haye (Pays-Bas)**

**UNITÉ DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES ET DES
PARTENARIATS**

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u> iv
Résumé analytique	
I. Introduction	1
II. Le cadre renforcé d'allocation fondée sur la performance au titre du FAD-X	2
III. L'application du cadre renforcé d'AFP aux allocations par pays pour 2006	3
IV. Les nouveaux enjeux et défis du système d'AFP	5
4.1 La subjectivité de l'évaluation de la performance	5
4.2 La prévisibilité de l'allocation annuelle par pays	6
4.3 Le poids réel de la gouvernance dans le système d'AFP	7
4.4 Le poids du facteur démographique dans le système d'AFP	8
4.5 L'évaluation de la performance du portefeuille pays	9
4.6 Le facteur de renforcement post-conflit et autres mesures alternatives	10
4.7 Les allocations annuelles et le mécanisme de concentration en début ou en fin de période	11
4.8 Les critères d'éligibilité pour la réallocation des ressources du FAD-X	12
4.9 Le problème du « passager clandestin » et ses implications pour le CSD et l'IADM	13
4.10 Pondérations relatives des principales variables dans la formule d'AFP renforcée	13
V. Perspectives d'avenir et conclusion	15
Annexes	
Annexe 1 : Allocations au titre du FAD-X et données d'entrée pour 2005 et 206 : allocations initiales	
Annexe 2 : Détails techniques sur le modèle FAD-X d'allocation des ressources par pays	
Annexe 3 : Allocations par pays au titre du FAD-X en 2005 et 206 : allocations finales	
Annexe 4 : Déduction de l'allégement de la dette dans le cadre de l'IADM des allocations par pays du FAD-X	
Annexe 5 : Poids réel de la gouvernance dans l'EPP totale	
Annexe 6 : Allocations FAD-X par pays en 2006 avec allocations par habitant	
Annexe 7 : Relation entre l'allocation par habitant et l'EPP ajustée	
Annexe 8 Méthode d'évaluation de la performance du portefeuille pays	
Annexe 9A : Indicateurs d'évaluation post-conflit	
Annexe 9B : Indicateurs de progrès post-conflit	
Annexe 10 : Allocations annuelles par pays avec concentration en début et en fin de période	

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFP	Allocation fondée sur la performance
BAD	Groupe de la Banque africaine de développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BMD	Banques multilatérale de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
CSD	Cadre de soutenabilité de la dette
DFID	Département du développement international du Royaume-Uni
DSP	Document de stratégie pays
DTS	Droits de tirage spéciaux
EPIP	Évaluation des politiques et institutions des pays
EPP	Évaluations de la performance pays
EPPP	Évaluation de la performance du portefeuille pays
FAD	Fonds africain de développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FG	Facteur de gouvernance
FIDA	Fonds international de développement agricole
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
IDA	Association internationale de développement (IDA), Banque mondiale
IDH	Indice du développement humain
PAR	Projets à risque
PCCF	Mécanisme en faveur des pays sortant d'un conflit
PCEF	Facteur de renforcement post-conflit
PMR	Pays membre régional
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RNB	Revenu national brut
UC	Unité de compte (UC 1,0 = DST 1,0)

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Le système renforcé d'allocation fondée sur la performance (AFP), en cours d'application dans le cadre du FAD-X, est une adaptation du modèle d'AFP de l'IDA qui a été introduit à la Banque en 1999 sous le FAD-VIII (1999-2001). Le système a depuis évolué et a connu certaines améliorations autorisées par le Conseil d'administration en décembre 2002 au cours du cycle FAD-IX (2002-2004).
2. Cet exposé présente les principaux enjeux et défis liés à la mise en œuvre du système d'AFP, en particulier pendant la période du FAD-X en cours, qui sont soumis à discussion en vue d'obtenir les orientations des plénipotentiaires pendant les consultations sur la XI^e reconstitution des ressources du FAD (FAD-XI). Cette discussion contribuera également à assurer une meilleure harmonisation et coordination avec les autres BMD partenaires sur les moyens de résoudre nos problèmes et défis communs.
3. Après une présentation des principaux éléments du modèle d'AFP renforcé, le document passe en revue les facteurs sous-jacents à la volatilité importante des allocations en 2006 par rapport à celles de 2005. Il examine ensuite 10 problèmes et défis majeurs du système d'AFP, qui sont soumis à la discussion des plénipotentiaires. Ceux-ci comprennent : (i) la subjectivité de l'évaluation de la performance ; (ii) la prévisibilité de l'allocation annuelle par pays ; (iii) le poids réel de la gouvernance dans l'EPP totale ; (iv) le poids du facteur démographique et le traitement des petits pays performants ; (v) le processus d'évaluation annuelle de la performance du portefeuille pays ; (vi) le facteur de renforcement post-conflit (PCEF) et autres mesures alternatives de soutien aux États fragiles et en situation de post-conflit ; (vii) le processus d'allocations annuelles et le mécanisme de concentration des crédits en début ou en fin de période ; (viii) Les critères d'admissibilité pour la réallocation des ressources FAD-X dans la dernière année du cycle de reconstitution ; (ix) le problème de « passager clandestin » et ses implications pour le CSD et l'IADM ; et le poids relatif (x) des principales variables dans la formule d'AFP.
4. Le document souligne le fait que la direction s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires après consultations internes sur le système d'AFP, avec la participation active des directeurs des départements régionaux et des équipes pays. Il insiste également sur le fait que des mesures appropriées seront prises pour intensifier et renforcer les consultations et le dialogue avec les PMR, au moyen de missions de sensibilisation et de séminaires. Il reconnaît enfin que le système d'AFP renforcé du FAD-X n'est pas encore parfait et devra donc être affiné, renforcé et éventuellement révisé en consultation étroite avec les plénipotentiaires, d'une part, et avec les BMD partenaires et les pays bénéficiaires, d'autre part.
5. Quant à la voie à suivre, leurs principaux problèmes et défis ont été mis en exergue pour la discussion en vue de recueillir des orientations des plénipotentiaires durant les consultations à venir sur le FAD-XI.

Le cadre renforcé d'allocation fondée sur la performance : Nouveaux enjeux, défis et propositions pour un débat sur la voie à suivre

I. Introduction

1.1 Le système renforcé d'allocation fondée sur la performance (AFP), mis en œuvre au cours du cycle FAD-X pour l'octroi des ressources concessionnelles du FAD, est un héritage des reconstitutions précédentes du FAD. Le système d'AFP du Fonds est adapté du modèle d'AFP de l'IDA introduit en 1999 sous le FAD-VIII (1999-2001). Le système a depuis évolué et a connu certaines améliorations autorisées par le Conseil d'administration en décembre 2002 au cours du cycle FAD-IX (2002-2004).

1.2 Le Conseil d'administration du FAD a approuvé le nouveau document de politique intitulé *Système renforcé d'allocation de ressources en fonction de la performance des pays* pour le FAD-IX¹, le 30 décembre 2002, précisant les nouvelles améliorations précédemment entérinées par les plénipotentiaires du FAD durant les consultations sur la IX^e reconstitution du FAD (FAD-IX). Ce sont les suivantes :

- Rationalisation de la formule de l'AFP grâce à la suppression de la variation par paliers ;
- Introduction du facteur de gouvernance (FG) pour la première fois en tant que composant majeur de la formule d'AFP afin d'assurer à la gouvernance plus grande pondération dans la note globale d'un pays ;
- Introduction du facteur de renforcement post-conflit (PCEF) pour la première fois comme composant important de la formule d'AFP ; et
- Relèvement de l'allocation minimum par pays de 3 millions d'UC à 5 millions d'UC.

1.3 Dans le contexte d'une certaine insatisfaction exprimée des membres du Conseil d'administration au sujet de la mise en œuvre du système d'AFP, particulièrement durant la période du FAD-X en cours, ce document a pour but de présenter les principaux problèmes et défis rencontrés dans l'application du système d'AFP, afin que les plénipotentiaires en débattent et donnent des orientations, en particulier pendant les consultations à venir sur le FAD-XI. Cette discussion contribuera également à approfondir l'harmonisation et la coordination avec d'autres BMD partenaires sur les moyens de résoudre certains des problèmes et défis communs posés par le système d'AFP et qui ont été convenus lors de la deuxième réunion technique des BMD sur les méthodes d'AFP, tenue à Tunis en mars 2006.²

1.4 Ce document comporte cinq sections principales. À la suite de cette introduction, la section II présente les principaux éléments du cadre renforcé d'AFP. La section III examine l'application du cadre renforcé d'AFP aux allocations par pays pour 2006. La section IV passe ensuite en revue chacun des problèmes et défis majeurs du système d'AFP pour les soumettre à

¹ Voir réf. : ADF/BD/WP/2002/120/Approbation, en date du 23 décembre 2002.

² Voir Synthèse du président réf. : ADF/BD/IF/2006/39/Add.1, daté du 26 avril 2006. Outre la BAD, les institutions multilatérales suivantes étaient représentées : BAsD, DFID, FEM, BID, IDA et FIDA. Ce document sera communiqué aux plénipotentiaires pour information lors de la revue à mi-parcours du FAD-X. La prochaine réunion technique des BMD sur les méthodes d'AFP se tiendra en janvier 2007 au siège de la Banque mondiale à Washington.

la discussion des plénipotentiaires. Ceux-ci comprennent : i) la subjectivité de l'évaluation de la performance ; ii) la prévisibilité de l'allocation annuelle par pays ; iii) le poids réel de la gouvernance dans l'EPP totale ; iv) le poids du facteur démographique et le traitement des petits pays performants ; v) le processus d'évaluation annuelle de la performance du portefeuille pays ; vi) le PCEF et autres mesures alternatives de soutien aux États fragiles et sortant d'un conflit ; vii) le processus d'allocations annuelles et le mécanisme de concentration en début ou en fin de période ; viii) les critères d'admissibilité pour la réallocation des ressources FAD-X la dernière année du cycle de reconstitution ; ix) le problème du « passager clandestin » et ses implications pour le système de classement des prêts/dons découlant du CSD ; et (x) des propositions pour la révision des pondérations relatives des principales variables dans la formule renforcée d'AFP. La section V présente les principaux enjeux à des fins de discussion et de définition des orientations, ainsi que les observations finales.

II Le cadre renforcé d'allocation fondée sur la performance au titre du FAD-X

2.1 Le modèle renforcé de l'AFP mis en œuvre afin de déterminer les allocations par pays pour la période du FAD-X en cours peut être formulé comme suit³ :

$$A_i = (RNB/P)_i^{-\lambda} (EPP^*)_i^{\theta} (P)_i \quad (1)$$

où : $(EPP^*) = (EPP) (FG) (PCEF)$; (2)

$$(EPP)_i = \alpha EPIP_i + \beta EPPP_i; \quad (\alpha + \beta) = 1.0 \quad (3)$$

et

- A_i est la part allouée au pays i ;
- RNB/P désigne le revenu national brut par habitant, un substitut du niveau de pauvreté ;
- P désigne le niveau de population ;
- λ est un exposant constant attribué à la variable pauvreté ($\lambda = 0,125$) ; et
- θ est l'exposant de performance, maintenant fixé à $\theta = 2$ ⁴

2.2 Dans les équations ci-dessus, EPP^* désigne l'évaluation ajustée de la performance pays (EPP) ; $EPIP$ représente l'Évaluation des politiques et institutions des pays ; $EPPP$ représente l'évaluation de la performances du portefeuille pays ; FG représente le facteur de gouvernance ; $PCEF$ représente le facteur de renforcement post-conflit ; et $\alpha = 70$ pour cent, $\beta = 30$ pour cent, sont des paramètres constants.

2.3 Les principaux éléments du système d'AFP sont conformes aux directives des plénipotentiaires du FAD et aux meilleures pratiques d'institutions sœurs telles que l'IDA et la Banque asiatique de développement. Le système d'AFP vise à fournir une méthode transparente d'allocation des ressources concessionnelles du FAD aux emprunteurs admissibles en fonction de la performance et des besoins, avec une plus grande prime à la performance ($\theta = 2$) que

³ Voir Annexe 2 pour plus de détails techniques. Pour de plus amples renseignements, voir réf.: ADF/BD/WP/2005/93/Rev.1, daté du 5 juillet 2006, section III, pp.4-18.

⁴ Durant la période du FAD-VIII, l'exposant de performance θ a été fixé à 2 pour $EPP \geq 3$ et 1,75 pour $EPP < 3$, ce qui a entraîné la variation par paliers. Une des améliorations approuvées pour le FAD-IX a supprimé cette variation. Voir par. 1.2 ci-dessus, premier point centré.

qu'aux besoins ($\lambda = 0,125$). Le modèle d'AFP est basé sur l'EPP, qui est une moyenne pondérée de l'EPIP et de l'EPPP, qui comptent respectivement pour 70 pour cent et 30 pour cent. L'EPP est de plus pondérée par le FG et le PCEF afin d'assurer à la gouvernance une plus grande pondération dans la notation globale d'un pays et des ressources supplémentaires aux pays sortant d'un conflit pour soutenir leurs efforts de reconstruction et de réhabilitation pendant qu'ils se remettent d'une situation de conflit.

2.4 Les 6 éléments suivants comptent parmi les améliorations introduites pendant la période du FAD-X ⁵:

- Affinements de la nouvelle EPIP, impliquant l'élimination des redondances dans le précédent questionnaire EPIP en ramenant l'ensemble de critères de 20 à 16 ;
- Directive des plénipotentiaires sur la diffusion publique des notes EPIP et EPP ;
- Intégration au système d'AFP du classement prêt/don des pays tel qu'il ressort du Cadre de la soutenabilité de la dette (CSD) du FMI/Banque mondiale, y compris la décote de 20 pour cent sur les dons, et la réallocation de la part de 8 pour cent liée à l'incitation destinée à tous les pays exclusivement FAD ;
- Déduction de l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) des allocations par pays du FAD-X , et réallocation des ressources de remplacement des donateurs à tous les PMR exclusivement FAD ;
- Flexibilité opérationnelle permettant la concentration des allocations en début ou en fin de période tout en maintenant les allocations annuelles dans les limites de l'enveloppe d'AFP étalée sur trois ans, en s'appuyant sur le remplacement des scénarios d'emprunt et des déclencheurs par les indicateurs de performance tirés des nouveaux Documents de stratégie pays axés sur les résultats ; et
- Mesures pour s'attaquer aux incidences du problème du « passager clandestin » sur le classement prêt/don des pays découlant du CSD et sur l'allègement de la dette au titre de l'IADM.

2.5 Les améliorations ci-dessus laissent intacte la structure de base de la formule renforcée d'AFP héritée du FAD-IX, telle que définie plus haut au paragraphe 2.1. Elles consistent en améliorations fonctionnelles supplémentaires et en leur mise en oeuvre dans le cadre du système d'AFP, en plus d'avoir une incidence sur les ressources d'AFP nettes effectivement allouées aux PMR admissibles au FAD.

2.6 Ces sont affinements ont été inclus dans le document de politique sur l'AFP renforcée⁶, qui a été distribué aux Conseils aux fins d'examen et d'approbation.⁷ À la suite d'une confusion entre le document de politique sur l'AFP renforcée, qui avait soumis pour examen, et le

⁵ Pour plus de détails, voir *Cadre renforcé d'allocation fondée sur la performance au titre du FAD-X* (Révisé), distribué au Conseil pour examen, réf. : ADF/BD/WP/2005/93/Rev.1, daté du 5 juillet 2006, sections 3.1 - 3.8.

⁶ Ibid. Les aspects suivants sont nouveaux et requièrent l'examen et l'approbation du Conseil : (i) diffusion de l'information sur l'EPP et intensification du dialogue avec les PMR au sujet de l'AFP; (ii) intégration du Cadre de soutenabilité de la dette dans l'AFP ; (iii) Déduction de l'allègement de la dette dans le cadre de l'IADM des AFP ; (iv) la nouvelle politique d'allocations annuelles avec concentration en début ou en fin de période ; et (v) le critère d'admissibilité pour la réallocation des ressources inutilisées, des pays non performants vers les pays performants.

⁷ L'examen par le Conseil du document de politique sur l'AFP révisé avait été programmé pour le 20 septembre 2006 ; il fut reporté au 11 octobre 2006, et puis au 18 octobre 2006.

document du Conseil intitulé *Allocation des ressources du FAD-X par pays pour l'année 2006*⁸, qui avait été distribué pour information uniquement, le premier attend encore l'approbation du Conseil.

III. L'application du cadre renforcé d'AFP aux allocations par pays pour 2006

3.1 L'Annexe 1 présente les allocations par pays basées sur les performances dans le cadre du FAD-X en 2006 qui montrent des variations par pays exceptionnellement importantes comparé aux AFP de 2005. En particulier, 10 PMR ont connu une baisse de leurs allocations de plus de 5 millions d'UC, alors que 9 autres pays ont vu leurs allocations augmenter de plus 5 millions d'UC. Les variations positives des allocations atteignent 62,7 pour cent, et les variations négatives atteignent 47,8 pour cent. L'ampleur exceptionnelle de ces variations a soulevé de sérieuses inquiétudes quant à la cohérence d'un pays à l'autre et d'une année à l'autre entre les allocations et les performances sous-jacentes, et quant à ses incidences opérationnelles pour 2006 et 2007.

3.2 Le Conseil a tenu une réunion informelle le 22 septembre 2006, au cours de laquelle la direction a apporté des éclaircissements sur les variations exceptionnellement importantes dans les allocations par pays en 2006. À la suite d'une analyse de sensibilité approfondie des facteurs sous-jacents, la direction a confirmé que les évaluations EPIP ne posaient aucun problème majeur, les évaluations du facteur de gouvernance (FG) non plus, qui correspondent en général aux données des institutions sœurs, particulièrement en ce qui concerne le classement des EPP et du FG de l'IDA. L'analyse a révélé que ces variations importantes des allocations étaient causées par la grande variabilité des séries de données sur le RNB par habitant, la population et l'EPPP⁹. En outre, l'impact de la réallocation des ressources de remplacement des donateurs en fonction des ajustements initiaux liés à l'IADM sur les allocations par pays en 2006 comparé à 2005 s'est avéré substantiel pour certains PMR, tels que le Kenya, la RDC, la Tanzanie, le Mali et le Ghana¹⁰.

3.3 En ce qui concerne les données sur le RNB par habitant et la population, tirées des *Indicateurs du développement dans le monde* de la Banque mondiale, le groupe de gestion des données sur le développement de la Banque mondiale a reconnu que les changements observés dans des données sur le RNB de 2005 sont causés par trois facteurs : (i) les fluctuations du cours du dollar ; (ii) la montée en flèche du RNB des États exportateurs de pétrole ; et (iii) les révisions exceptionnelles des séries de données sur la population. En particulier, il a été confirmé que les prévisions démographiques ont été affectées par la révision des prévisions démographiques en 2005 visant à un meilleur alignement des prévisions de la Banque mondiale sur celles de la Division de la population des Nations Unies. Cette révision s'est traduite par des modifications ponctuelles importantes par rapport aux données publiées antérieurement.

3.4 En ce qui concerne les importantes variations de l'EPPP, celles-ci étaient le résultat de la faiblesse relative de la base de données de l'EPPP annuelle. La Banque ne supervise ni ne note chaque année l'intégralité de son portefeuille dans chaque PMR admissible au FAD. Elle ne

⁸ Voir réf. : ADF/BD/IF/2006/185, daté du 7 août 2006.

⁹ Pour plus de détails, voir réf. : ADF/BD/IF/2006/185/Rev.1/Corr.1, date du 10 octobre 2006, par. 3.1-3.7.

¹⁰ Voir Annexe 4 ci-jointe.

supervise donc pas les mêmes projets d'une année à l'autre. Les données de l'EPPP n'étant pas comparables d'une année à l'autre, il se peut que les importantes variations observées dans l'évaluation du portefeuille d'un pays ne reflètent pas l'état de son portefeuille total. Ceci va à l'encontre du principal objectif du processus d'EPPP qui présuppose que tous les projets qui devraient être supervisés le sont effectivement chaque année.

3.5 Compte tenu des facteurs sous-jacents aux importantes variations dans les données sur le RNB par habitant, la population et l'EPPP, la direction a proposé un scénario de rechange, dans lequel les données d'entrée de l'EPPP, du RNB par habitant et de la population sont maintenues inchangées par rapport à ceux de l'exercice d'AFP de 2005. Comme on peut le constater dans l'Annexe 3, les variations (positives et négatives) des allocations par pays ont diminué à moins de 10 pour cent dans 17 des 38 pays exclusivement FAD. Tous les pays pour lesquels les variations de l'EPPP et du RNB par habitant étaient la principale raison des variations prononcées des allocations ont vu diminuer la volatilité de leurs allocations, qui est maintenant inférieure à 10 pour cent (Sénégal, Ouganda, Cameroun et Angola). Cette révision des allocations permet de maintenir le lien fondamental entre la performance et les allocations, qui est au cœur même du processus d'AFP. De plus, elle réduit l'incidence de variables dont la cohérence et la fiabilité sont douteuses. Il importe de souligner que ces modifications temporaires dans l'application du cadre convenu de l'AFP ne compromettent en rien son objectif principal ni l'intention qui le sous-tend ¹¹. En particulier, les ajustements ne changent pas la quantité des variables d'entrée principales et il ne s'écarterait pas non plus des objectifs fondamentaux du système d'AFP tels que définis par les donateurs dans le Rapport des plénipotentiaires du FAD-X¹².

IV. Les nouveaux enjeux et défis du système d'AFP

4.1 *La subjectivité de l'évaluation de la performance*

4.1.1 Il y a encore place pour des améliorations dans la détermination des évaluations EPIP et EPPP. En ce qui concerne l'EPIP, les économistes pays concernés évaluent chaque PMR en fonction des 16 critères de l'EPIP, selon leur appréciation. L'évaluation est axée sur les changements de politiques adoptés et mis en œuvre par un pays, mais non sur leurs résultats. Chaque critère est interprété en termes de ce qu'il est censé mesurer (intégration du principe d'égalité entre hommes et femmes, bonne gouvernance, etc.), selon le jugement du personnel, et le pays est noté en conséquence. Il est nécessaire que les évaluations du personnel soient étayées par des déclarations écrites justifiant l'attribution de telle ou telle note.

4.1.2 Après l'évaluation EPIP initiale du personnel, l'élément de subjectivité est considérablement réduit par un processus de revue par les pairs en trois étapes. Les évaluations

¹¹ Conformément aux dispositions de l'Accord portant création du Fonds africain de développement, des résolutions applicables du Conseil des gouverneurs autorisant les reconstitutions du FAD (notamment la résolution F/BG/2005/01 autorisant le FAD-X), et aux directives contenues dans le Rapport des plénipotentiaires du FAD-X, la direction est autorisée, en pratique, à exercer les fonctions techniques de calcul et d'allocations périodiques des ressources aux pays dans le contexte des cadres réglementaires et juridiques généraux du système d'AFP, et à en soumettre les résultats au Conseil d'administration du FAD pour information. Voir réf.: ADF/BD/IF/2006/185/Rev.1/Corr.1, daté du 10 octobre 2006, par. 3.8-3.10

¹² Voir réf. : ADF/BD/WP/2005/06/Corr.2, daté du 1^{er} février 2005, par. 7.3-7.21.

du personnel sont d'abord revues par des équipes pays interdépartementales composées de fonctionnaires relevant des unités organisationnelles suivantes : projets, services juridiques, passation des marchés et développement durable. Les évaluations approuvées par les équipes pays sont ensuite revues lors d'une série de réunions du Groupe de travail interdépartemental auxquelles participent toutes les équipes pays (jusqu'à 4 durant le processus d'EPIP de 2005). Enfin, les évaluations révisées au cours des réunions du Groupe de travail interdépartemental sont comparées et harmonisées avec des évaluations analogues issues de l'IDA.

4.1.3 En ce qui concerne l'EPPP, les évaluations sont effectuées par le personnel en se fondant sur des enquêtes réalisées sur le terrain et des supervisions sur dossier basées sur 18 critères, dont 14 mesurent différents aspects du progrès de l'exécution du projet alors que les 4 autres portent sur les objectifs de développement du projet. À ce stade, les évaluations du personnel sont examinées par les équipes pays et les supérieurs hiérarchiques.

4.1.4 Mais la méthodologie utilisée pour transformer les évaluations fournies tirées des rapports de supervision de projets en notes EPPP fait également appel à l'appréciation du personnel, qui se base sur un ensemble de critères pour choisir parmi les projets supervisés ceux qui sont à risque (PAR). Ceux-ci se composent des projets à problèmes (PP) et des projets potentiellement problématiques (PPP). À ce niveau également, le parti pris dans le jugement du personnel pourrait être sensiblement réduit grâce à la participation des équipes pays interdépartementales aux évaluations.¹³ La direction est résolument attachée à mener à bien ce processus et à l'harmoniser avec le processus d'EPIP pour le rendre plus efficace.

4.2 *La prévisibilité de l'allocation annuelle par pays*

4.2.1 Les pays admissibles aux ressources du FAD sont confrontés au problème de la prévisibilité des allocations annuelles à deux niveaux. Premièrement, il y a le problème de la prévisibilité de l'allocation annuelle des ressources par pays, qui tient à la formule d'AFP qui est sensible aux variations annuelles des variables d'entrée : EPIP, EPPP, RNB par habitant et facteur de gouvernance(FG)¹⁴. À cela, il faut ajouter la nouvelle politique concernant les allocations annuelles, qui prévoit des allocations fermes pour la première année uniquement et des allocations indicatives pour chacune des deux autres années du cycle du FAD. Devant la diminution de l'enveloppe annuelle de l'AFP, et des allocations annuelles correspondantes, les pays en train de négocier des projets et des programmes sont forcés de faire le choix difficile entre soit réduire considérablement l'ampleur de ces projets ou programmes, en raison du manque de prévisibilité des ressources du FAD, soit rechercher des possibilités de cofinancement.

4.2.2 Deuxièmement, il y a le problème de la prévisibilité de l'éligibilité aux prêts/dons d'une année à l'autre, qui tient à la nécessité d'appliquer les classements prêt/don découlant du CSD d'année en année. L'application du CSD implique le reclassement de certains PMR qui peuvent recevoir des dons une année, des prêts une autre année et une combinaison de prêts et de dons

¹³ Des problèmes supplémentaires relevés dans le processus d'évaluations EPPP sont présentés au par. 3.4 ci-dessus et dans la section 4.5.

¹⁴ Voir Annexe 1 ci-jointe.

pendant une autre période.¹⁵ Par conséquent, certains PMR ont exprimé leur inquiétude quant à la prévisibilité des ressources en don pour les pays engagés dans des stratégies d'aide conjointe ou des plans à moyen terme pour financer leurs programmes de réduction de la pauvreté. Un pays aujourd'hui classé pour recevoir 100 pour cent de prêts, mais engagé dans des négociations sur des projets préparés et évalués en fonction du financement par des dons, se retrouve dans une situation où les conditions de financement ont changé.

4.2.3 En outre, il se pose également un problème de crédibilité pour le Fonds dans son dialogue avec certains gouvernements qui ont adopté une stratégie de gestion de la dette excluant le financement par prêts des projets du secteur social dans les domaines de l'éducation, de la santé, et du VIH/sida, entre autres. Il est à signaler que qu'à l'évaluation, il avait été souligné que les ressources destinées à de tels projets du secteur social seraient entièrement sous forme de dons. Ces gouvernements accordent une grande importance à la prévisibilité des ressources en dons dans la préparation de leurs budgets à moyen terme pour les programmes de dépenses publiques, mais l'application du CSD tend à réduire sensiblement la prévisibilité des ressources en dons pour ces PMR.

4.2.4 L'application du classement du CSD et les variations annuelles des évaluations de la performance aggravent généralement la difficulté à planifier les interventions financées par le FAD au niveau des pays et, par conséquent, sont de nature à empêcher le Fonds de répondre à une des principales exigences de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, qui consiste à favoriser la prévisibilité des flux d'aide.

4.3 *Le poids réel de la gouvernance dans le système d'AFP*

4.3.1 Compte tenu des améliorations apportées à l'EPIP révisée pour le cycle du FAD-X, le poids réel de la gouvernance dans l'ensemble de l'EPP est désormais estimé à **59,27 pour cent** sous le FAD-X, inférieur à l'estimation de 61,25 pour cent sous le FAD-IX. À titre de comparaison, on estime qu'il sera de **66,27 pour cent** sous l'IDA14, et de 68 pour cent sous l'IDA13. La différence de poids réel que le Fonds accorde à la gouvernance sous le FAD-X par rapport au FAD-IX est attribuable au remplacement de l'ancienne l'EPIP à 20 critères par une nouvelle EPIP à 16 critères, alors que la faiblesse du poids réel de la gouvernance calculé par le Fonds comparé à celui de l'IDA s'explique par l'exposant plus élevé du FG dans la formule de l'IDA, qui est de 1,5, contre 1,0 dans celle du Fonds¹⁶.

4.3.2 Le double comptage de la gouvernance dans le quatrième groupe de critères de l'EPIP, ainsi que dans le FG, où les éléments de gouvernance représentent 5 des 6 éléments servant à mesurer le FG, constitue un problème de taille relativement au poids réel de la gouvernance dans le système des AFP. Toute baisse modeste de l'évaluation du quatrième groupe de critères de

¹⁵ En voici quelques exemples. Le Cameroun qui avait été classé pour recevoir 100 pour cent de dons durant le processus d'AFP de 2005, a été reclassé pour recevoir 100 pour cent de prêts durant le processus d'AFP de 2006. Le Bénin, l'Ouganda et la Zambie qui avaient été classés pour recevoir une combinaison de prêts et de dons dans différentes proportions durant le processus d'AFP de 2005, ont été reclassés pour recevoir 100 pour cent de prêts durant le processus d'AFP de 2006. De même, Djibouti et le Niger, qui avaient été classés pour recevoir 100 pour cent de prêts lors du processus d'AFP de 2005, ont été reclassés pour recevoir 100 pour cent de dons au cours du processus d'AFP de 2006.

¹⁶ Voir Annexe 5 pour la dérivation complète du poids réel de la gouvernance dans le système d'AFP.

l'EPIP se traduit donc par une forte réduction du FG, de l'EPP ajustée et de l'allocation par pays correspondante. Ceci est illustré de manière frappante par les répercussions de cette distorsion sur les allocations du Burkina Faso, du Tchad et du Ghana en 2006¹⁷.

4.3.3 Donc, même avec la définition du FG adoptée par le Fonds, où l'exposant est de 1,0, ce double comptage est source d'importantes fluctuations dans les variations annuelles des allocations des pays. Un exposant de 1,5 accentuerait encore davantage la volatilité de ces allocations. Dans cet ordre d'idées, les plénipotentiaires sont invités à donner des orientations sur l'élimination du double comptage.

4.3.4 Une des propositions en vue d'éliminer le double comptage de la gouvernance consiste à simplifier le questionnaire de l'EPIP en limitant l'EPIP aux trois premiers groupes de critères, et en excluant le quatrième. Dans cette proposition, le facteur de gouvernance comprend toujours les 5 éléments du quatrième groupe de l'EPIP, plus l'élément passation des marchés de l'EPPP.

4.4 *Le poids du facteur démographique dans le système d'AFP*

4.4.1 Le système d'AFP renforcé est conçu pour récompenser les pays qui ont une meilleure performance et encourager les pays peu performants à améliorer leur performance. Cependant, la récompense est calculée par habitant, ce qui signifie que plus l'EPP ajustée est élevée, plus l'allocation par habitant est élevée. Le facteur démographique de la formule d'AFP convertit l'allocation par habitant en allocation totale par pays en termes absolus. Ceci permet aux pays relativement peu performants dont la population est plus élevée d'obtenir une plus grande part des ressources concessionnelles du FAD, en termes absolus, par rapport aux pays à performance élevée.

4.4.2 Afin de neutraliser dans une certaine mesure le biais démographique qui tend à pénaliser les pays à faible population, le Conseil d'administration a approuvé une allocation minimale de 5 millions d'UC pour tous les PMR éligible aux ressources du FAD en décembre 2002¹⁸. L'allocation minimale permet aux petits pays d'obtenir des allocations par habitant plus importantes pour compenser le biais démographique inhérent au système d'AFP.

4.4.3 Grâce à l'application de l'allocation minimale à tous les pays éligibles aux ressources du FAD, tel qu'indiqué dans l'Annexe 6, le Cap-Vert, un des pays les plus performants (EPP ajustée de 4,22), avec une population 0,5 million d'habitants, obtient une allocation par habitant de 20,73 UC, la deuxième en importance parmi les PMR, mais une allocation totale de 10,26 millions d'UC. Malgré tout, le biais démographique n'est pas complètement éliminé, puisque, par comparaison, Togo, dont la population est à peu près 12 fois plus nombreuse que celle du Cap-Vert, reçoit pratiquement la même allocation totale de 10,32 millions d'UC, bien qu'il soit peu performant (EPP ajustée de 1,51) ; il reçoit néanmoins, comme il se doit, une allocation par

¹⁷ Pour l'exercice d'AFP de 2006, ce sont les résultats des évaluations de l'EPIP et du FG de 2005 qui ont été appliqués pour tous les PMR. Dans le cas du Ghana, l'EPIP pour 2005 était de 3,83, en hausse de 2,2 pour cent par rapport aux 3,74 de 2004. Mais la réduction de ses éléments de gouvernance dans l'EPIP de 2005 s'est traduite par une note du FG de 1,0 en 2005, inférieure à celle de 2004, qui était de 1,07, ce qui représente une baisse de 6,7 pour cent. À la suite de cette évaluation, l'enveloppe d'AFP du Ghana en 2006 s'est établie à 160,32 millions d'UC, comparé à 191,22 millions obtenue en 2005, soit une baisse substantielle de 16,2 pour cent.

¹⁸ Voir le dernier point centré du para 1.2 ci-dessus.

habitant inférieure : 1,72 UC.

4.4.4 Certains membres du Conseil ont exprimé de l'inquiétude quant au poids du facteur démographique dans la formule de l'AFP et ont demandé de le réduire afin d'assurer que les pays les plus performants obtiennent les plus grandes parts. Au cours de la deuxième réunion technique des BMD sur les méthodes d'AFP qui a eu lieu à Tunis en mars 2006¹⁹, la question a fait l'objet de discussions et il a été conclu que bien que les modèles d'allocation utilisés par les principales BMD soient analogues, ils diffèrent sur plusieurs aspects dans la façon d'obtenir des allocations par habitant plus élevées pour des performances plus élevées, certaines institutions allouant des fonds concessionnels par habitant, alors que d'autres appliquent des pondérations variables au facteur démographique. Il a été convenu qu'il est difficile de mettre en œuvre un programme opérationnel efficace dans les pays qui reçoivent de faibles allocations et que la souplesse dans l'application des règles de l'AFP en ce qui concerne ces pays.

4.4.5 La réunion a fait observer que certains organismes, (IDA, BAD, FEM) ont incorporé des allocations minimales dans leur formule d'AFP, tandis que d'autres (BAsD, FIDA, DFID) attribuent des pondérations variables au facteur démographique. Parmi les autres mécanismes utilisés figurent des allocations biennales pour les pays à faible population, une plus grande souplesse dans la concentration des allocations en début ou en fin de période pendant le cycle de reconstitution, ainsi que l'assouplissement des règles de réallocation. Au terme de longues discussions, les participants ont conclu que c'est l'allocation par habitant et non l'allocation absolue par pays qui devrait être le critère permettant d'établir si une meilleure performance donne lieu à une allocation plus élevée pour les pays admis à bénéficier des ressources du FAD. La relation positive entre l'allocation par habitant et la performance est illustrée dans l'Annexe 7 ci-jointe. On a toutefois reconnu que le poids du facteur démographique reste une question brûlante qui doit être étudiée plus à fond, en particulier dans le cadre des processus de revue à mi-parcours de l'IDA 14 et du FAD-X.

4.5 *L'évaluation de la performance du portefeuille pays*

4.5.1 L'importante variabilité des notes EPPP était un des principaux facteurs expliquant les fluctuations exceptionnelles des allocations initiales de 2006 par rapport à celles de 2005 (voir paragraphe 3.4 ci-dessus). Ainsi qu'il a été expliqué, ces importantes variations étaient le résultat de la faiblesse relative de la base de données de l'EPPP annuelle. Comme les autres BDM sœurs (p. ex. IDA, BAsD), le Fonds mesure la qualité de son portefeuille selon une approche axée sur les projets dits à risque (PAR). Bien que le système PAR fournisse un large éventail de renseignements sur les projets en cours, cette approche comporte des problèmes bien connus.

4.5.2 En particulier, il est difficile d'évaluer la performance des nouveaux emprunteurs ou des emprunteurs qui n'ont que quelques projets actifs ou n'en ont pas du tout. De plus, si seuls les projets en cours sont évalués, l'annulation d'un projet faible pourrait se traduire par une note meilleure. En outre, la question de savoir l'acteur dont la performance est mesurée doit être résolue. Par exemple, un emprunteur peut ne pas atteindre les objectifs du Fonds en matière d'exécution, mais ces objectifs peuvent parfois être irréalistes. Des éléments d'appréciation donnent également à penser que dans certaines BMD, les superviseurs des projets se montrent

¹⁹ Voir réf.: ADF/BD/IF/2006/39/Add.1, en date du 26 avril 2006.

par trop optimistes dans leur évaluation, ce qui se traduit par des distorsions par excès dans leur notation.

4.5.3 Étant donné que les facteurs mentionnés ci-dessus ainsi que d'autres facteurs (voir paragraphe 3.4) créent une grande volatilité dans l'évaluation des portefeuilles, il est essentiel de corriger les faiblesses observées dans le processus d'EPPP. Premièrement, le portefeuille fera l'objet d'une révision complète afin d'en retirer les opérations vieillissantes (c.-à-d. inachevées après 8 ans pour les projets, et 5 ans pour les activités d'assistance technique) et les projets non performants. Deuxièmement, il est nécessaire d'allouer des crédits budgétaires suffisants pour que tous les projets figurant dans le portefeuille dans tous les PMR puissent être adéquatement supervisés d'une année à l'autre, par l'application de la méthode d'évaluation d'EPPP décrite à l'Annexe 8 ci-jointe. Troisièmement, une nouvelle et importante proposition est à examiner : elle consiste à introduire une solution technique par l'application d'une moyenne mobile sur trois ans du portefeuille, soit pour tous les pays admis à bénéficier des ressources du FAD, soit uniquement pour les pays ayant cessé ou en passe de cesser d'avoir des projets à risque et pourraient donc connaître une forte fluctuation de leurs note EPPP.

4.6 *Le facteur de renforcement post-conflit et autres mesures de rechange*

4.6.1 La formule d'AFP utilisée pour déterminer les allocations par pays dans le cadre du FAD-X comprend un facteur de renforcement post-conflit (PCEF) intégré. Sous le FAD-X, en 2006, et sur la base des informations les plus récentes obtenues de l'IDA (mi-octobre 2006), les 6 pays suivants sont maintenant classés comme bénéficiaires du PCEF : Angola, Burundi, République démocratique du Congo, République du Congo, Érythrée et Libéria.²⁰

4.6.2 Le PCEF consiste essentiellement à permettre aux bénéficiaires admissibles d'obtenir des ressources supplémentaires afin de soutenir leur redressement et répondre à leurs besoins exceptionnels liés à la période dans laquelle ils se trouvent. Les bénéficiaires sont admissibles uniquement pour une période limitée (pouvant aller jusqu'à 6 ans), après quoi on s'attend à ce qu'ils retrouvent une situation normale. Le PCEF repose sur deux questionnaires, qui servent à évaluer les progrès réalisés par les pays sortant d'un conflit dans le processus de sortie de crise.

4.6.3 Le premier est le questionnaire sur les Indicateurs d'évaluation post-conflit (IEPC) (Annexe 9A), qui sert à l'évaluation de la première année post-conflit d'un pays. Il consiste en dix indicateurs et couvre quatre aspects : (i) perspectives de paix ; (ii) besoins du pays ; (iii) engagement du gouvernement envers le développement durable ; et (iv) préoccupations quant au risque moral. Le second est le questionnaire sur les Indicateurs de progrès post-conflit (IPPC) (Annexe 9B), qui sert à l'évaluation des progrès réalisés par le pays après la fin d'un conflit. Ce questionnaire comprend 12 questions, et la performance est mesurée en fonction des antécédents du gouvernement quant à la mise en oeuvre de politiques de croissance favorables

²⁰ En septembre 2006 lorsque les allocations par pays révisées de 2006 ont été déterminées, les 9 pays post-conflit (PPC) suivants ont bénéficié du PCEF : Angola, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Érythrée, Guinée-Bissau, Libéria, Sierra Leone et Soudan. À ce jour (mi-octobre 2006), la Sierra Leone a évolué au-delà du statut de pays en situation de post-conflit, et les 3 PMR suivants sont maintenant exclus : République centrafricaine, Guinée-Bissau et Soudan.

aux pauvres ; il est utilisé la deuxième année et les années suivantes, aussi longtemps que le pays demeure un bénéficiaire du PCEF.

4.6.4 Pendant la période de 6 ans durant laquelle un pays bénéficie du PCEF, un effort résolu est fait pour réduire progressive ses notes du PCEF. Ainsi, ces notes évoluent à la baisse jusqu'à ce que le pays sorte du statut de post-conflit pour devenir un pays normal. Le mécanisme « de suppression progressive » est un facteur de réduction appliqué aux notes déterminées à partir des réponses au questionnaire PCEF.

4.6.5 Alors que le PCEF du FAD est une composante de l'EPP ajustée, et que des allocations supplémentaires aux pays sortant de conflit sont déterminées dans le cadre de l'exercice d'AFP, les ressources supplémentaires de l'IDA aux pays sortant de conflit sont, par contre, déterminées à partir d'un pool de ressources supplémentaires extérieures au système d'AFP. Le pool de ressources de l'IDA affecté aux pays sortant de conflit est séparé des ressources issues de la reconstitution de l'IDA, et alloué séparément en fonction de critères distincts, mais à l'aide de questionnaires analogues à ceux qui sont présentés aux Annexes 9A et 9B.

4.6.6 Une proposition mérite d'être étudiée : elle consiste à éliminer le PCEF de la formule d'AFP du Fonds, à l'instar de ce qui se fait à l'IDA. Néanmoins, cette élimination irait de pair avec la mise en place, à partir des ressources issues des reconstitutions du FAD, d'un pool plus important de ressources d'une Facilité élargie en faveur des pays sortant d'un conflit (PCCF) qui serait intégrée à une Facilité dite en faveur des États fragiles (FSF) destinée à pendre en charge les besoins aussi bien d'apurement des arriérés que de reconstruction et de réhabilitation des pays fragiles et sortant d'un conflit²¹.

4.7 *Les allocations annuelles et le mécanisme de concentration en début ou en fin de période*

4.7.1 Conformément à la nouvelle politique régissant les allocations annuelles du FAD approuvée par le Conseil d'administration le 29 septembre 2006²², les ressources du FAD-X sont allouées sur une période de prêt de trois ans, sous forme de montants *fermes* uniquement pour la première année et de montants *indicatifs* pour les années suivantes. Il convient de souligner que les nouveaux Documents de stratégie pays axés sur les résultats (DSPAR) doivent mentionner explicitement que le montant du prêt est ferme la première année et que les projections sont indicatives pour la deuxième année et les années suivantes. Cette politique stipule aussi qu'au cours de la première et de la deuxième année du cycle de prêt, les pays peuvent concentrer en début de période jusqu'à 50 pour cent de l'allocation de l'année suivante ou concentrer en fin de période jusqu'à 100 pour cent de l'allocation de l'année précédente qui n'a pas été engagée au cours de cette année²³. Le mécanisme de concentration en début ou en fin de période est illustré

²¹ Voir *Propositions pour le renforcement de l'assistance du Groupe de la Banque aux États fragiles en Afrique*, réf. : ADF/BD/WP/2006/138, daté du 31 octobre 2006, par. 7.1.1-7.1.8

²² Voir *Schéma annoté du Document de stratégie pays axé sur les résultats (DSPAR) du Groupe de la Banque*, daté du 19 septembre 2006, réf. : ADF/BD/WP/2004/179/Rev.4/Approbation, section 4.6, pp. 17-18. Voir aussi *Cadre renforcé d'allocation fondée sur la performance au titre du FAD-X*, réf. : ADF/BD/WP/2005/93/Rev.1, daté du 5 août 2006, par. 3.7.3 – 3.7.6.

²³ Les pays qui reçoivent une allocation minimale (c.-à-d., une allocation inférieure à 10 millions d'UC) ont le droit

en Annexe 10 ci-jointe par commodité.

4.7.2 La deuxième réunion technique des BMD sur les méthodes d'AFP a fait ressortir l'importance de maintenir un équilibre entre la prévisibilité des allocations et la capacité de réagir rapidement aux changements dans la performance des pays. Sous ce rapport, les principales BMD appliquent le mécanisme de concentration en début ou en fin de période, qui leur donne une certaine souplesse dans la gestion de leurs allocations. En conséquence, un pays qui a connu un déficit d'allocation la deuxième année du cycle de trois ans du FAD ne devrait pas être pénalisé par un arrêt brutal des négociations en cours sur des projets, ni par une annulation ou une réduction de la taille de ces projets à cause de ce déficit temporaire. Le mécanisme de concentration en début ou en fin de période assure au pays la souplesse voulue pour maintenir sa réserve de projets pendant qu'il recherche des possibilités de cofinancement, ou s'emploie à améliorer ses notes de performance en vue de relever son allocation au cours de la période suivante, afin de financer ses projets et programmes.

4.8 *Les critères d'éligibilité pour la réallocation des ressources FAD-X*

4.8.1 Comme cela est proposé dans le document de politique sur le Cadre renforcé d'AFP au titre du FAD-X, les réallocations sont effectuées au cours de la troisième année du cycle FAD, car les sommes en cause sont relativement peu importantes comparé aux sommes en jeu lors allocations annuelles. Les réallocations sont basées sur les ressources inutilisées et effectuées des pays non performants vers les pays performants répondant à un ensemble de critères d'éligibilité. Les principaux critères sont au nombre de quatre :

- (a) Performance : Le pays doit avoir une EPP ajustée $\geq 3,0$ et une EPIP $\geq 3,25$;
- (b) Le pays doit justifier d'une grande capacité d'absorption ;
- (c) Le projet du pays doit être conforme aux priorités stratégiques du FAD ainsi qu'aux priorités et directives de prêt et de financement du FAD-X ; et
- (d) Le pays ne doit être redevable d'arriérés ni être sous le coup de sanctions du Groupe de la Banque.

4.8.2 Il convient de souligner que l'EPP ajustée est une moyenne pondérée de l'EPIP, de l'EPPP, du FG et du PCEF, ce qui constitue une mesure plus complète de la performance que l'EPIP. Toutefois, les deux conditions, une EPP ajustée $\geq 3,0$ et une EPIP $\geq 3,25$, doivent être remplies simultanément.

4.8.3 Certains membres du Conseil ont proposé de fixer un seuil de performance plus élevé – de préférence une EPP ajustée supérieure à 3,5 – pour prouver que ce financement supplémentaire provenant au titre de la réallocation est réellement destiné aux pays les plus performants. Cette inquiétude est soulevée par la perspective que des pays dépassant de loin le seuil minimum puissent se voir refuser une allocation supplémentaire uniquement parce que des pays plus proches du seuil ont des projets prêts à être présentés.

de recevoir une allocation ferme représentant 50 pour cent de l'enveloppe pendant la première année, et peuvent concentrer en début de période jusqu'à 100 pour cent de l'allocation de l'année suivante. Voir réf. : ADF/BD/WP/2005/93/Rev.1, par 3.7.3, troisième point centré.

4.9 *Le problème du « passager clandestin » et ses implications pour le CSD et l'IADM*

4.9.1 Le problème du « passager clandestin » se réfère aux situations dans lesquelles des prêteurs non concessionnels tirent indirectement des profits financiers de dons et de ressources concessionnelles, ainsi que de l'allègement de la dette dans le cadre de l'IADM, fournis par le FAD et l'IDA, sans en encourir aucun coût. Les bénéficiaires de dons et les pays éligibles à l'IADM susceptibles de bénéficier de fortes réductions du fardeau de la dette constituent des cibles potentielles pour de nouveaux emprunts de la part de bailleurs de fonds commerciaux et d'autres sources non concessionnelles.

4.9.2 Le phénomène du « passager clandestin » est un problème qui affecte toutes les BMD ensemble en tant que prêteurs concessionnels ; par conséquent, il n'est possible pour le FAD de le traiter isolément. Il requiert des consultations étroites et une harmonisation des approches entre toutes les BMD, et pour cette raison, toutes les IFI doivent ensemble adopter une approche uniforme pour décourager le phénomène à travers des sanctions et des incitations appliquées ensemble par tout le monde. Dans cet ordre d'idées, toutes les IFI reconnaissent que l'IDA et le FMI jouent le rôle moteur, et le FAD est en consultations étroites avec ces deux institutions et avec d'autres BMD en vue d'adopter cette approche commune.

4.9.3 Une des importantes mesures incitatrices proposées consiste pour toutes les IFI à adopter une mesure commune de la concessionnalité, et le CSD a été proposée comme cette mesure commune de la concessionnalité. Parmi les autres stratégies communes envisagées par la communauté des BMD pour résoudre ce problème figurent notamment : i) le renforcement des exigences en matière d'information et des accords de don pour les emprunts non concessionnels prévus et nouveaux, ii) la création de mécanismes incitatifs (décotes supplémentaires sur les dons, réduction des AFP, etc.) pour restreindre les possibilités de contracter des emprunts non concessionnels, et iii) l'harmonisation des politiques de traitement du problème au sein de la communauté des créanciers. De plus, la capacité de gestion de la dette devrait être renforcée dans les pays emprunteurs afin de neutraliser l'effet néfaste du phénomène sur le CSD et l'IADM à travers les mesures suivantes : i) l'amélioration de la collecte des données sur la dette et de leur communication aux BMD, et ii) l'apport d'une assistance technique, d'un appui institutionnel, et le financement d'opérations de renforcement des capacités en matière de gestion de la dette dans les pays emprunteurs.

4.9.4 La direction prévoit de produire un document, en liaison avec la communauté des BMD, qui exposera la position du FAD sur cette question, et est destiné à être examiné au cours des consultations sur le FAD-XI.

4.10 *Pondérations relatives des principales variables dans la formule d'AFP renforcée*

4.10.1 Les préoccupations soulevées par diverses parties prenantes (membres du Conseil, représentants de gouvernements, etc.) concernant l'application du Cadre renforcé de l'AFP ont amené certains à préconiser une refonte et une révision complètes de certains des éléments clés de la formule AFP renforcée tels que précisés plus haut au paragraphe 2.1. Parmi les propositions avancées figurent celles consistant à réviser ou à modifier les exposants appliqués aux principaux déterminants du modèle AFP à savoir : l'indicateur de pauvreté (RNB par habitant), l'indicateur

de performance EPP ajustée (EPP*) et le facteur démographique. D'autres propositions sont axées sur la nécessité d'une révision de la pondération relative de l'EPIP et de l'EPPP dans l'indicateur de performance EPP de base.

4.10.2 Une des demandes de révision porte sur les exposants ou la pondération relative liés à l'indicateur de pauvreté, le RNB par habitant, par rapport à l'indicateur de performance EPP ajustée. Il est soutenu que la très faible prime accordée à la pauvreté dans la formule AFP ne saurait être défendue par le Fonds, dont l'objectif premier est la réduction de la pauvreté. Il est souligné que la pondération relative de l'indicateur de pauvreté (0,125), comparé à celui de l'indicateur de performance (2,0), représente environ 16 fois la prime accordée à la pauvreté, . perçue comme disproportionnée, et qui devrait donc être révisée de manière appropriée.

4.10.3 En outre, certains ont soutenu que le RNB par habitant ne reflète pas l'incidence de la pauvreté de manière adéquate vu qu'il s'agit d'une mesure du revenu national moyen qui ne tient pas compte des différences dans la répartition du revenu. En conséquence, parmi d'autres indicateurs de la pauvreté, l'Indicateur du développement humain (IDH) du PNUD est considéré par certains comme un indicateur relativement meilleur, dans la mesure où il prend en compte des éléments du développement de la valorisation du capital humain et la répartition des revenus et pourrait donc être recommandé pour la discussion en tant que nouvel indicateur de pauvreté dans la formule AFP révisée.

4.10.4 La seconde préoccupation soulevée porte sur les pondérations relatives assignées par le Fonds à l'EPIP (70%) et à l'EPPP (30%) dans la mesure de la performance à travers l'EPP composite, par comparaison avec les pondérations que leur assigne l'IDA soit 80% et 20% respectivement. Il faut noter que les pondérations relatives assignées par le Fonds ont été approuvées par les Conseils d'administration et des gouverneurs depuis la période du FAD-VIII (1999-2001). En outre, la pondération plus élevée (30%) de l'EPPP reflète l'importance plus grande accordée par le Fonds à la performance du portefeuille pays dans le calcul de l'EPP globale. Néanmoins, dans l'environnement actuel marqué par une grande volatilité de l'EPPP d'une année à l'autre, une prudence accrue se justifie quant à la prime relativement élevée accordée à l'EPPP dans le calcul de l'EPP globale. Il faut également noter que le poids donné à l'EPPP est excessif, eu égard à la qualité moyenne du portefeuille du FAD par rapport au portefeuille africain de l'IDA. Certains ont demandé la révision de la formule AFP du Fonds en fixant les pondérations relatives de l'EPIP et de l'EPPP dans l'EPP à 80% et 20% respectivement, comme à l'IDA.

4.10.5 Les propositions ci-dessus concernant la révision de la formule AFP sont présentées ici uniquement pour être discutées lors de la revue de mi-parcours du FAD-X en attendant leur examen complet lors des consultations sur le FAD-XI. Ces propositions nécessitent une étude et un examen plus approfondis, en consultation avec les autres BDM et les autres parties prenantes, dans le cadre des réunions techniques annuelles des BMD sur les méthodes d'AFP. La prochaine réunion est prévue les 17 et 18 janvier 2007 à Washington.

V. Perspectives d'avenir et conclusion

Perspectives d'avenir

5.1 Le système renforcé d'AFP est un cadre essentiel pour l'allocation des maigres ressources du FAD et doit être maintenu. Néanmoins, ce document montre clairement que le système n'est pas encore parfait et qu'il devra par conséquent être continuellement affiné, renforcé et ajusté si nécessaire, en étroite consultation avec les plénipotentiaires, d'une part, et les BDM partenaires et les pays bénéficiaires, d'autre part.

5.2 La direction reste fortement résolue à approfondir les consultations internes sur le système d'AFP, en mettant un accent particulier sur la participation des directeurs des départements régionaux et les équipes pays, y compris le personnel des bureaux extérieurs. Des mesures seront également prises pour intensifier et renforcer les consultations et le dialogue avec les PMR à travers des missions et des séminaires de sensibilisation afin d'apporter des éclaircissements sur les processus d'EPIP et d'EPPP ainsi que sur la méthodologie du système d'AFP.

5.3 Les problèmes et les défis qui persistent dans le système d'AFP et son exposés dans la section IV de ce document sont complexes et nécessitent un examen minutieux et des orientations de la part des plénipotentiaires. Cette démarche est importante pour aider le Fonds à formuler des propositions d'amendements, s'il y a lieu, qui pourraient être prises en compte durant les consultations à venir sur le FAD-XI. Les principales questions sont exposées ci-dessous :

- a) La nécessité de réduire la volatilité dans les notes de l'EPIP et de l'EPPP et d'améliorer la prévisibilité des allocations annuelles. Parmi les dispositions qu'il y a lieu d'envisager à cet effet figurent les suivantes :
 - ❑ Le renforcement du processus de revue interne par les pairs et une meilleure harmonisation des évaluations du FAD avec celles de l'IDA en vue de réduire sensiblement les éléments de subjectivité de manière à aboutir à des évaluations plus crédibles et plus objectives. Pour atteindre cet objectif dans les meilleures conditions, il est important de tenir compte des différences de cadre temporel, à savoir l'année civile (janvier à décembre) pour le FAD et l'année fiscale (juillet à juin) pour l'IDA.
 - ❑ La réalisation des évaluations de l'EPIP et de l'EPPP ainsi que de l'opération d'AFP une seule fois au cours du cycle de reconstitution du FAD. Cela garantirait la prévisibilité des allocations et éviterait la volatilité annuelle des notes de performance et des allocations, et/ou
 - ❑ L'examen de la possibilité de plafonner à 20-25% les variations des allocations au cours de la deuxième et de la troisième années afin de réduire la volatilité extrême et les fluctuations des allocations.

- ❑ La mise au point d'une solution technique consistant à appliquer une moyenne mobile sur trois ans des résultats de l'EPPP, à la place des notes annuelles de l'EPPP comme c'est le cas actuellement.
 - ❑ L'amélioration de la gestion et de la supervision du portefeuille par l'élimination systématique et complète de projets vieillissants et improductifs.
- b) Les incidences du nouveau CSD sur la prévisibilité des modalités de financement (prêts/dons) et sur la variabilité des estimations des contributions résultant des évaluations annuelles. Une politique de dialogue renforcée avec les PMR sera cruciale afin d'aider des derniers à faire face au problème de la prévisibilité des ressources du FAD.
- c) La nécessité de réduire ou de supprimer le double comptage de la gouvernance dans le système d'AFP. L'on pourrait envisager de réviser le questionnaire de l'EPIP en limitant l'EPIP aux trois premiers groupes de critères, tandis que le facteur de gouvernance qui inclut les 5 éléments du quatrième groupe de l'EPIP serait conservé (voir paragraphes 4.3.2-4.3.4).
- d) La nécessité de récompenser les petits pays performants dans le cadre du système d'AFP renforcé. L'on pourrait envisager de réduire le poids du facteur démographique ou d'augmenter l'allocation minimale à ces pays, ou d'appliquer les deux mesures (voir paragraphes 4.4.4-4.4.5).
- e) La nécessité de tenir compte des besoins de financement particuliers des pays sortant de conflit et des États fragiles. L'on pourrait envisager de mettre en place un pool plus large de ressources sur le modèle de la Facilité proposée en faveur des États fragiles (FSF) conçue pour financer à la fois l'apurement des arriérés, la reconstruction et la réhabilitation dans ces pays (voir paragraphe 4.6.6). Par conséquent, le PCEF pourrait être supprimé de la formule d'AFP, conformément aux pratiques exemplaires en vigueur, comme à l'IDA.
- f) Les critères de réallocation des ressources inutilisées. On pourrait envisager de redéfinir des critères clairs d'éligibilité pour la redéploiement des ressources inutilisées, des pays non performants vers les pays performants. La proposition de fixer un seuil de performance plus élevé en portant l'EPP ajustée de 3 à 3,5% pourrait être examinée (voir paragraphes 4.8.1 et 4.8.3).
- g) La révision de la formule d'AFP renforcée. Il pourrait être envisagé de réexaminer l'affectation de nouveaux pondérations relatives ou de nouveaux exposants aux principales variables dans la formule d'AFP renforcée. De même, les pondérations relatives de l'EPIP et de l'EPPP dans la formule d'EPP pourraient être révisées, au besoin ajustées et/ou alignées sur celles utilisées par l'IDA (voir paragraphes 4.10.2 et 4.10.4).

Conclusion

5.4 Pour traiter au mieux tous les problèmes et les défis mentionnés plus haut, le FAD continuera d'intensifier et d'approfondir sa collaboration et ses partenariats avec les BDM sœurs dans le but d'émettre des propositions concrètes sur les problèmes d'intérêt commun. Cet effort sera mené activement dans le cadre des réunions techniques annuelles des BMD sur les méthodes d'AFP, la prochaine réunion étant prévue en janvier 2007. À cette fin, le FAD continuera rechercher conseils et orientations auprès des plénipotentiaires sur la voie à suivre. Cette préoccupation figurera en bonne place dans les consultations à venir sur la Onzième reconstitution du FAD (FAD-XI).

Annexe 1

Allocations FAD-X & Données d'entrée 2005 et 2006 - Calculs initiaux

Pays bénéficiaire	Allocation totale		% variation (2006/2005)	Population		% variation (2006/2005)	RNB/hab.		% variation (2006/2005)	EPIP		% variation (2006/2005)	NPPP		% variation (2006/2005)	FG		% variation (2006/2005)	EPP ajustée		% variation (2006/2005)
	2005	2006		2005	2006		2005	2006		2005	2006		2005	2006		2005	2006		2005	2006	
1 Cap-Vert	9.85	10.05	2.0%	0.47	0.50	5.4%	1440	1770	22.9%	3.98	4.21	5.6%	2.50	3.00	20.0%	1.12	1.14	2.1%	3.96	4.40	11.0%
2 Sénégal	120.01	74.14	-38.2%	10.24	11.39	11.2%	540	670	24.1%	3.95	4.01	1.5%	4.00	2.00	-50.0%	1.10	1.10	0.0%	4.34	3.73	-14.1%
3 Ouganda	205.59	246.93	20.1%	25.28	27.82	10.0%	250	270	8.0%	3.84	3.88	1.0%	3.00	4.50	50.0%	1.02	1.00	-2.3%	3.67	4.07	10.7%
4 Tanzanie	283.95	283.59	-0.1%	35.89	37.63	4.8%	300	330	10.0%	3.80	3.93	3.5%	2.50	3.00	20.0%	1.02	1.04	1.6%	3.49	3.80	8.9%
5 Burkina Faso	112.96	75.48	-33.2%	12.11	12.82	5.9%	300	360	20.0%	3.79	3.77	-0.7%	2.50	2.00	-20.0%	1.10	1.02	-6.5%	3.73	3.31	-11.1%
6 Ghana	191.22	140.17	-26.7%	20.67	21.66	4.8%	320	380	18.8%	3.74	3.83	2.2%	3.00	3.00	0.0%	1.07	1.00	-6.7%	3.77	3.58	-5.1%
7 Mali	124.30	80.21	-35.5%	11.65	13.12	12.6%	290	360	24.1%	3.73	3.74	0.4%	4.00	2.50	-37.5%	1.05	1.02	-2.3%	3.99	3.45	-13.5%
8 Bénin	52.54	57.28	9.0%	6.72	8.18	21.7%	440	530	20.5%	3.72	3.72	0.0%	2.00	2.50	25.0%	1.12	1.10	-2.1%	3.58	3.67	2.5%
9 Kenya	178.28	222.14	24.6%	31.92	33.47	4.9%	400	460	15.0%	3.71	3.73	0.4%	2.00	3.00	50.0%	0.93	1.02	10.3%	2.97	3.59	21.0%
10 Rwanda	56.59	67.48	19.2%	8.40	8.88	5.8%	220	220	0.0%	3.68	3.58	-2.9%	2.50	4.00	60.0%	1.02	1.10	7.0%	3.41	4.06	19.0%
11 Mozambique	179.85	138.62	-22.9%	18.79	19.42	3.4%	210	250	19.0%	3.62	3.58	-0.9%	4.00	4.00	0.0%	1.00	0.98	-2.4%	3.73	3.62	-3.0%
12 Cameroun	99.27	74.51	-24.9%	16.09	16.04	-0.3%	630	800	27.0%	3.61	3.45	-4.5%	4.00	3.00	-25.0%	0.95	0.93	-2.5%	3.55	3.08	-13.3%
13 Lesotho	16.44	15.25	-7.2%	1.79	1.80	0.3%	610	740	21.3%	3.61	3.66	1.4%	3.00	4.00	33.3%	1.00	0.95	-4.8%	3.43	3.58	4.6%
14 Mauritanie	20.47	17.66	-13.8%	2.85	2.98	4.6%	400	420	5.0%	3.48	3.40	-2.2%	2.50	4.00	60.0%	0.90	0.86	-5.3%	2.88	3.07	6.6%
15 Niger	69.76	73.83	5.8%	11.76	13.50	14.8%	200	230	15.0%	3.43	3.48	1.7%	2.50	4.00	60.0%	0.90	0.95	5.3%	2.85	3.47	21.7%
16 Ethiopie	284.48	267.79	-5.9%	68.61	75.60	10.2%	90	110	22.2%	3.43	3.46	1.0%	4.00	4.00	0.0%	0.98	1.07	9.8%	3.51	3.88	10.5%
17 Tchad	47.08	24.60	-47.8%	8.58	9.45	10.1%	240	260	8.3%	3.43	3.01	-12.2%	3.00	3.00	0.0%	0.93	0.79	-15.4%	3.06	2.36	-22.9%
18 Djibouti	8.87	7.12	-19.7%	0.71	0.78	10.5%	910	1030	13.2%	3.43	3.32	-3.2%	2.00	2.00	0.0%	0.90	0.98	7.9%	2.71	2.85	5.2%
19 Madagascar	102.15	89.21	-12.7%	16.89	18.11	7.2%	290	300	3.4%	3.41	3.46	1.5%	2.50	2.50	0.0%	0.95	0.95	0.0%	2.99	3.02	1.1%
20 Gambie	10.76	10.32	-4.1%	1.42	1.48	4.0%	270	290	7.4%	3.31	3.29	-0.5%	2.50	4.00	60.0%	0.93	0.90	-2.6%	2.85	3.17	11.4%
21 Zambie	46.68	64.01	37.1%	10.40	11.48	10.3%	380	450	18.4%	3.26	3.48	6.9%	2.50	2.50	0.0%	0.88	1.02	16.2%	2.67	3.26	22.3%
22 Malawi	47.01	76.48	62.7%	10.96	12.61	15.0%	160	170	6.3%	3.21	3.26	1.6%	2.50	4.00	60.0%	0.88	0.98	10.8%	2.64	3.40	28.8%
23 Congo, Rép. du	18.77	20.15	7.4%	3.76	3.88	3.4%	650	770	18.5%	3.19	2.88	-9.7%	1.00	2.50	150.0%	0.86	0.81	-5.6%	2.66	3.03	14.3%
24 Sao Tomé-et-Principe	5.33	4.37	-18.1%	0.16	0.15	-2.6%	300	370	23.3%	3.10	3.05	-1.6%	2.50	2.50	0.0%	0.88	0.88	0.0%	2.57	2.54	-1.2%
25 Burundi	28.29	38.18	34.9%	7.21	7.28	1.1%	90	90	0.0%	3.00	3.11	3.6%	1.00	2.00	100.0%	0.79	0.86	9.1%	2.21	2.89	30.6%
26 Guinée	32.94	25.01	-24.1%	7.91	9.20	16.3%	430	460	7.0%	2.98	3.13	5.0%	3.00	2.50	-16.7%	0.90	0.86	-5.3%	2.70	2.52	-6.7%
27 Sierra Leone	29.68	29.55	-0.5%	5.34	5.34	0.0%	150	200	33.3%	2.83	3.03	7.1%	3.00	3.00	0.0%	0.81	0.79	-2.9%	2.73	3.16	15.5%
28 Congo, Rép. dém. du	182.30	252.93	38.7%	53.15	55.85	5.1%	100	120	20.0%	2.80	2.83	1.2%	3.00	4.00	33.3%	0.79	0.86	9.1%	2.28	2.92	28.3%
29 Angola	36.57	44.12	20.6%	13.52	15.49	14.6%	740	1030	39.2%	2.79	2.73	-2.4%	2.00	3.50	75.0%	0.74	0.69	-6.5%	2.15	2.41	12.2%
30 République centrafricaine	10.18	9.15	-10.1%	3.88	3.99	2.7%	260	310	19.2%	2.77	2.47	-10.8%	1.00	1.00	0.0%	0.73	0.62	-15.2%	1.63	1.44	-11.5%
31 Togo	11.03	12.19	10.6%	4.86	5.99	23.2%	310	380	22.6%	2.64	2.59	-1.9%	1.00	2.00	100.0%	0.74	0.71	-3.2%	1.59	1.72	8.7%
32 Côte d'Ivoire	19.44	18.69	-3.9%	16.84	17.87	6.2%	660	770	16.7%	2.62	2.58	-1.6%	1.00	2.00	100.0%	0.64	0.60	-7.4%	1.37	1.43	4.4%
33 Soudan	35.32	43.30	22.6%	33.55	35.52	5.9%	460	530	15.2%	2.62	2.62	0.0%	1.00	1.00	0.0%	0.64	0.64	0.0%	1.37	1.57	14.4%
34 Erythrée	20.10	17.20	-14.4%	4.39	4.23	-3.6%	190	180	-5.3%	2.50	2.54	1.7%	4.00	3.50	-12.5%	0.74	0.76	3.2%	2.38	2.38	-0.3%
35 Comores	5.14	5.31	3.3%	0.60	0.78	29.5%	450	530	17.8%	2.26	2.42	7.0%	1.00	1.00	0.0%	0.57	0.64	12.5%	1.07	1.28	19.1%
36 Guinée-Bissau	5.80	7.39	27.5%	1.49	1.54	3.4%	140	160	14.3%	2.23	2.83	27.0%	1.00	2.00	100.0%	0.59	0.74	26.0%	1.09	1.91	74.8%
37 Libéria	6.97	8.68	24.5%	3.37	3.24	-4.0%	110	110	0.0%	2.04	2.54	24.5%	1.00	1.00	0.0%	0.61	0.60	-2.3%	1.05	1.41	33.4%
38 Somalie	5.27	5.12	-2.7%	9.63	7.96	-17.3%	90	90	0.0%	1.00	1.00	0.0%	1.00	1.00	0.0%	0.29	0.29	0.0%	0.29	0.29	0.0%
39 Nigeria	138.04	138.44	0.3%	136.46	128.71	-5.7%	350	350	0.0%	2.85	3.18	11.4%	1.00	2.00	100.0%	0.81	0.81	0.0%	1.86	2.28	23.0%
40 Zimbabwe	12.52	8.13	-35.1%	13.10	12.94	-1.3%	480	480	0.0%	2.38	1.90	-20.3%	1.00	1.00	0.0%	0.69	0.57	-17.2%	1.36	0.93	-31.5%
Total	2,871.79	2,804.77		651.41	678.68	4.2%	14,850	17,330		125.73	126.65		92.50	108.00		34.57	34.61		106.14	112.52	

Annexe 2

Détails techniques sur le modèle d'allocation des ressources par pays du FAD-X

Le modèle d'allocation des ressources par pays du FAD-X exprime l'allocation des maigres ressources concessionnelles en fonction de la performance et des besoins. L'évaluation de la performance du pays (EPP) correspond à une moyenne pondérée de l'Évaluation des politiques et institutions des pays (EPIP) et de l'évaluation de la performance du portefeuille du pays (EPPP) :

$$EPP_i = \alpha EPIP_i + \beta EPPP_i \quad (1)$$

$$FG_i = (EG/3,5)_i \quad (2)$$

$$PCEF_j = (1 + k_j); \quad k_j = \text{constante pour 6 pays sortant d'un conflit et zéro pour les autres pays} \quad (3)$$

$$(EPP^*)_i = [(EPP)_i (FG)_i (PCEF)_j] \quad (4)$$

où $\alpha = 0,7$ et $\beta = 0,3$ sont des paramètres de politique fixés par la direction, FG est le facteur de gouvernance, EG est l'évaluation de la gouvernance issue de 6 critères dont 5 viennent de l'EPIP et le 6ème du critère de passation des marchés de l'EPIP, PCEF est le facteur de renforcement post-conflit avec k_j plafonné à 50% et appliqué uniquement à 6 pays sortant d'un conflit d'où la valeur PCEF=1 pour tous les pays sauf ceux sortant d'un conflit; $(EPP^*)_i$ désigne l'EPP ajustée.

Le modèle

Le modèle qui alloue les ressources concessionnelles du FAD par pays est donné par :

$$A_i = (RNB/P)_i^{-\lambda} (EPP^*)_i^{\theta} (P)_i \quad (5)$$

avec $\lambda = 0,125$ et $\theta = 2$

où A_i est la part allouée au pays i , RNB désigne le revenu national brut, P est la population, $(-\lambda)$ est un exposant inverse fixé représentant le besoin, θ est l'exposant de performance appliqué à l'EPP en plus de toutes les autres variables déjà définies.

L'allocation totale pour tous les pays (A) est donnée par la formule :

$$A = \sum A_i \quad (6)$$

La part du pays i dans l'allocation totale pour tous les pays est :

$$b_i = (A_i)/(\sum A_i), \quad \sum b_i = 1 \quad (7)$$

Il en découle la formule d'AFP suivante permettant de déterminer l'allocation par pays :

$$Z_i = [b_i * (X - (\eta + \Sigma \delta))] + \delta \quad (8)$$

où Z_i est la part des ressources disponibles allouables pour le pays i , X représente le total des ressources ou le réapprovisionnement total disponible, η est la somme des allocations spéciales mises de côté (PPTE, projets régionaux, prêts d'appui aux réformes, facilité pour la préparation de projets, etc.) et δ est une allocation minimale fixe et prédéterminée pour chaque pays.

Annexe 3

2005 and 2006 ADF-X Allocations						
	ADF-eligible countries		Final ADF-X Allocations			
			Total Allocations - UA million		Allocation % change	Adj. CPA % change
			2005 PBA	2006 PBA		
1	Cape Verde		9.85	10.26	4.2%	6.7%
2	Senegal		120.01	111.76	-6.9%	1.0%
3	Uganda		205.59	209.96	2.1%	-1.6%
4	Tanzania		283.95	294.82	3.8%	4.4%
5	Burkina Faso		112.96	92.85	-17.8%	-7.0%
6	Ghana		191.22	160.32	-16.2%	-5.1%
7	Mali		124.30	110.27	-11.3%	-2.0%
8	Benin		52.54	51.80	-1.4%	-2.1%
9	Kenya		178.28	211.44	18.6%	10.7%
10	Rwanda		56.59	57.98	2.5%	4.5%
11	Mozambique		179.85	160.36	-10.8%	-3.0%
12	Cameroon		99.27	105.72	6.5%	-5.5%
13	Lesotho		16.44	15.37	-6.5%	-3.8%
14	Mauritania		20.47	15.68	-23.4%	-6.8%
15	Niger		69.76	59.28	-15.0%	6.6%
16	Ethiopia		284.48	274.68	-3.4%	10.5%
17	Chad		47.08	26.29	-44.2%	-22.9%
18	Djibouti		8.87	7.30	-17.7%	5.2%
19	Madagascar		102.15	97.67	-4.4%	1.1%
20	Gambia		10.76	9.44	-12.3%	-2.9%
21	Zambia		46.68	69.18	48.2%	22.3%
22	Malawi		47.01	59.88	27.4%	12.1%
23	Congo, Rep. of		18.77	17.35	-7.6%	-4.3%
24	Sao Tome & Principe		5.33	4.46	-16.3%	-1.2%
25	Burundi		28.29	35.59	25.8%	16.5%
26	Guinea		32.94	27.86	-15.4%	-1.9%
27	Sierra Leone		29.68	35.15	18.4%	15.5%
28	Congo DRC		182.30	237.66	30.4%	16.2%
29	Angola		36.57	35.11	-4.0%	-4.8%
30	Central African Republic		10.18	9.80	-3.8%	-11.5%
31	Togo		11.03	10.32	-6.4%	-4.8%
32	Cote D'Ivoire		19.44	16.76	-13.8%	-8.7%
33	Sudan		35.32	48.07	36.1%	14.4%
34	Eritrea		20.10	21.22	5.6%	5.0%
35	Comoros		5.14	5.27	2.6%	19.1%
36	Guinea-Bissau		5.80	7.13	23.0%	54.5%
37	Liberia		6.97	9.42	35.2%	33.4%
38	Somalia		5.27	5.26	-0.2%	0.0%
39	Nigeria		138.04	141.96	2.8%	9.9%
40	Zimbabwe		12.52	8.61	-31.2%	-31.5%
	Total		2,871.79	2,889.31		

Annexe 4

Netting Out MDRI Debt Relief from ADF-X Country Allocation (UA million)

HIPC Status	2006	2007	MDRI Debt Relief during ADF-X Cycle	Relloc. of Debt Relief Cost*	ADF-X Resource Allocation			Netting out Debt Relief	ADF-X net Allocation	ADF-X Allocation after MDRI Relief		
Completion point countries					Loans	Grants	Total			Loans	Grants	Total
Benin	1.45	1.49	2.94	1.53	53.20	-	53.20	50.27	51.80	51.80		51.80
Burkina Faso	1.58	1.65	3.22	2.84	93.24	-	93.24	90.02	92.85	92.85		92.85
Ethiopia	3.94	4.19	8.13	8.48	152.22	122.11	274.33	266.20	274.68	152.22	122.46	274.68
Ghana	3.93	4.12	8.05	5.11	163.25	-	163.25	155.20	160.32	160.32		160.32
Madagascar	1.99	2.07	4.06	3.01	98.72	-	98.72	94.66	97.67	97.67		97.67
Mali	3.22	3.21	6.43	3.49	113.21	-	113.21	106.78	110.27	110.27		110.27
Mauritania	1.22	1.34	2.56	0.39	17.85	-	17.85	15.29	15.68	15.68		15.68
Mozambique	2.29	2.66	4.95	5.02	160.30	-	160.30	155.35	160.36	160.36		160.36
Niger	1.30	1.31	2.61	2.22	-	59.67	59.67	57.06	59.28		59.28	59.28
Rwanda	1.10	1.14	2.24	2.16	-	58.06	58.06	55.82	57.98		57.98	57.98
Senegal	3.02	4.54	7.56	3.57	115.75	-	115.75	108.19	111.76	111.76		111.76
Tanzania	2.71	2.72	5.43	8.48	291.77	-	291.77	286.34	294.82	294.82		294.82
Uganda	2.58	2.84	5.42	6.59	208.79	-	208.79	203.37	209.96	209.96		209.96
Zambia	1.65	1.76	3.42	2.10	70.49	-	70.49	67.08	69.18	69.18		69.18
Sub Total	31.97	35.04	67.01	54.99	1,538.80	239.83	1,778.63	1,711.62	1,766.62	1,526.89	239.72	1,766.62
Decision point countries												
Burundi	-	0.20	0.20	1.09	-	34.70	34.70	34.50	35.59		35.59	35.59
Cameroon	0.83	1.68	2.51	3.22	105.01	-	105.01	102.50	105.72	105.72		105.72
Chad	0.97	2.17	3.14	0.96	-	28.47	28.47	25.33	26.29		26.29	26.29
Congo DRC	-	1.31	1.31	8.48	-	230.49	230.49	229.18	237.66		237.66	237.66
Gambia	-	0.86	0.86	0.21	-	10.09	10.09	9.23	9.44		9.44	9.44
Guinea	-	3.43	3.43	1.03	-	30.27	30.27	26.83	27.86		27.86	27.86
Guinea-Bissau	-	-	-	0.09	-	7.04	7.04	7.04	7.13		7.13	7.13
Malawi	1.17	2.44	3.61	2.02	34.10	27.36	61.46	57.85	59.88	34.10	25.77	59.88
Sao Tome & Principe	0.28	0.57	0.85	0.02	-	5.29	5.29	4.44	4.46		4.46	4.46
Sierra Leone	0.64	1.28	1.91	1.13	-	35.93	35.93	34.02	35.15		35.15	35.15
Sub Total	3.89	13.93	17.81	18.26	139.11	409.63	548.74	530.92	549.18	139.82	409.36	549.18
Pre-Decision point countries												
Central African Republic	-	-	-	0.16	-	9.63	9.63	9.63	9.80		9.80	9.80
Comoros	-	-	-	0.02	-	5.25	5.25	5.25	5.27		5.27	5.27
Congo, Rep. Of	-	-	-	0.43	-	16.92	16.92	16.92	17.35		17.35	17.35
Cote d'Ivoire	-	-	-	0.47	-	16.29	16.29	16.29	16.76		16.76	16.76
Liberia	-	-	-	0.15	-	9.28	9.28	9.28	9.42		9.42	9.42
Somalia	-	-	-	0.02	-	5.24	5.24	5.24	5.26		5.26	5.26
Sudan	-	-	-	1.52	-	46.55	46.55	46.55	48.07		48.07	48.07
Togo	-	-	-	0.22	-	10.11	10.11	10.11	10.32		10.32	10.32
Sub Total	-	-	-	2.98	-	119.27	119.27	119.27	122.24	-	122.24	122.24
Sunset Clause												
Eritrea				0.57	-	20.66	20.66	20.66	21.22		21.22	21.22
Remaining RMCs												
Angola				0.98	18.14	15.98	34.12	34.12	35.11	18.14	16.97	35.11
Cape Verde				0.13	10.13	-	10.13	10.13	10.26	10.26		10.26
Djibouti				0.10	-	7.20	7.20	7.20	7.30		7.30	7.30
Kenya				6.47	204.97	-	204.97	204.97	211.44	211.44		211.44
Lesotho				0.35	8.34	6.69	15.03	15.03	15.37	8.34	7.03	15.37
Nigeria				-	141.96	-	141.96	141.96	141.96	141.96		141.96
Zimbabwe				-	8.61	-	8.61	8.61	8.61	8.61		8.61
Sub Total	-	-	-	8.03	392.15	29.87	422.02	422.02	430.05	398.75	31.30	430.05
Total	35.86	48.97	84.82	84.82	2,070.06	819.26	2,889.31	2,804.49	2,889.31	2,065.47	823.84	2,889.31

* Allocation simulation is based on PBA system

Annexe 5

Poids réel de la gouvernance dans l'EPP totale

1. Introduction

L'estimation du Poids Réel de la Gouvernance (PRG) dans l'EPP totale pour le Fonds Africain de Développement (FAD) sur la période du FAD-X (2005-2007) est différente de ce qu'elle était sur la période du FAD-IX (2002-2004). Une des principales raisons de cette différence réside dans le fait que l'EPIP pour la période du FAD-X a été révisée et s'appuie sur **16** des **20 critères** utilisés pour la période du FAD-IX.

Dans l'analyse ci-dessous, l'estimation originale par le Fonds du PRG pour le FAD-IX est exposée en premier, suivie par l'estimation du PRG révisée pour la période du FAD-X en cours.

2. Estimation originale du PRG par le FAD pour le FAD-IX

Sur la base de la formule de calcul du poids réel de la gouvernance de l'IDA (PRG-IDA) utilisée au cours de la période IDA13, l'équation suivante a été appliquée :

$$\text{PRG - IDA} = 0,8*((6*7)/(6*7+14*1)) + 0,2*(1*7/(1*7+10*1)) = \mathbf{0,68}$$

Comme le facteur de gouvernance du FAD durant la période du FAD-IX contient également 7 éléments, la formule du PRG peut être interprétée comme suit à partir de ce qui précède :

$$\begin{aligned} \text{PRG} &= \hat{a} * (\text{poids relatif de 6 éléments de l'EPIP/total des éléments pondérés de l'EPIP}) \\ &\quad + \hat{a} * (\text{poids relatif d'un élément de l'EPPP/total des éléments pondérés de l'EPPP}) \\ &\dots(1) \end{aligned}$$

où \hat{a} représente la part de l'EPIP dans l'EPP totale et \hat{a} celle de l'EPPP dans l'EPP totale²⁴. Pour l'IDA, les parts respectives sont de 80% et 20% alors qu'elles sont de 70% et 30% pour le Fonds. Dans le cadre du FAD-IX, le facteur de gouvernance lui-même (FG) est une moyenne pondérée de 7 éléments dont 6 sont identiques aux 6 éléments du groupe gouvernance de l'EPIP tandis que le 7ème est le facteur passation des marchés de l'EPPP. L'EPPP de l'IDA comportent 11 éléments alors que celle de la BafD en comporte 18.

Ainsi, sur la base de la formule de l'IDA (1) ci-dessus, le PRG du FAD est estimé comme suit :

$$\begin{aligned} \text{PRG - FAD} &= 0,7*((6*7)/(6*7)+(14*1)) + 0,3*((1*7)/(1*7)+17*1) \\ &= 0,7 * 0,75 + 0,3 * 0,291667 \\ &= \mathbf{0,6125} \end{aligned}$$

Ainsi, pour la période du FAD-IX, le facteur poids réel de la gouvernance est de **61,25%**. Ceci est l'estimation du PRG que le Fonds a transmise aux Plénipotentiaires du FAD à l'occasion de la

²⁴ EPIP = Évaluation des politiques et institutions des pays, CPPR = Évaluation des Performances du Portefeuille du Pays, CPA = Évaluation des Performances du Pays globale

première réunion consultative sur le réapprovisionnement du FAD-X qui s'est tenue à Genève en février 2004.

3. *Estimation révisée du PRG par le FAD pour le FAD-X*

Comme il a été remarqué précédemment, compte tenu des améliorations apportées à l'EPIP révisée pour la période du FAD-X, le poids réel de la gouvernance est estimé à l'aide d'une formule différente de celle proposée par l'IDA pour la période IDA14. Celui-ci est donné par la formule :

$$\text{PRG} - \text{IDA} = (0,8 * ((5*z)/(5*z)+(11*1)) + 0,2*((1*z)/(1*z) + (10*1))) \dots\dots (2)$$

Un élément fondamental de la nouvelle formule est le paramètre (**z**) qui représente le rapport moyen de l'impact sur l'EPP de l'augmentation d'un paramètre en rapport avec la gouvernance divisé par l'impact sur l'EPP de l'augmentation d'un paramètre sans rapport avec la gouvernance. Ainsi, des changements dans les critères de gouvernance ont en moyenne **z** fois plus d'impact sur l'EPP totale que des changements dans les critères sans rapport avec la gouvernance. Le rapport moyen (**z**) est estimé à 6,07 dans la formule révisée de calcul du PRG.²⁵

En conséquence, la valeur du poids réel de la gouvernance de 66,27% pour la période IDA14 est calculée de la manière suivante :

$$\text{PRG} - \text{IDA} = (0,8 * ((5*z)/(5*z)+(11*1)) + 0,2*((1*z)/(1*z) + (10*1))) = \mathbf{0,66273}$$

Le **PRG pour le Fonds Africain de Développement** pendant la période du FAD-X applique la même formule que celle de l'IDA mais anticipe les différences importantes entre les formules de calcul de l'allocation basée sur la performance de l'IDA14 et du FAD-X. Ces différences sont les suivantes : l'IDA applique un exposant de 1,5 à sa définition du facteur de gouvernance alors que le FAD applique un exposant de 1,0 ; les poids relatifs de l'EPIP et de l'EPPP dans les formules de calcul de l'AFP de l'IDA sont respectivement de 80% et de 20% comparés à 70% et 30% pour le FAD ; l'EPPP de l'IDA comporte un critère de gouvernance sur 11 critères contre 1 sur 18 pour le FAD.

Dans l'estimation du PRG par le FAD, encore une fois, l'importance relative de la gouvernance dans l'EPP globale doit être l'expression du fait que la gouvernance apparaît dans : 5 des 16 critères dans la nouvelle EPIP révisée (groupe D), un des 18 critères de l'EPPP et dans le facteur de gouvernance (provenant de la moyenne de ces 5 critères de gouvernance de l'EPIP plus le critère de passation des marchés de l'EPPP).

Sur la base des données ci-dessus, le PRG du FAD est estimé comme suit :

$$\begin{aligned} \text{PRG} - \text{FAD} &= (0,7 * ((5*z)/(5*z)+(11*1)) + 0,3*((1*z)/(1*z) + (17*1))) \\ &= 0,7 * 0,51378 + 0,3 * 0,07893 \\ &= \mathbf{0,59272} \end{aligned}$$

Ainsi, le facteur poids réel de la gouvernance est de **59,27%** comme celui appliqué pendant la période du FAD-X (2005-2007).

²⁵ Cf. IDA-14 : IDA's Performance-based Allocation System: IDA Rating Disclosure and Fine-tuning the Governance Factor, septembre 2004, tableau 3 page 8.

Annexe 6

2006 ADF-X Country Allocations - with Per Capita Allocations										
Countries	2005 CPIA	2005 CPA adjusted	DSF Traffic Light Ranking			2006 ADF-X Allocation after MDRI Relief (UA millions)			2006 ADF-X Alloc Per capita (UA)	
						Loans	Grants	Total		
			AfDB	FL-DSA	Final				Pop (mill.)	Alloc/pc
Strong policy: CPIA >= 3.75										
1 Cape Verde	4.21	4.22	Green		Green	10.26	-	10.26	0.50	20.73
2 Senegal	4.01	4.39	Green		Green	111.76	-	111.76	11.39	9.82
3 Tanzania	3.93	3.65	Green	Green	Green	294.82	-	294.82	37.63	7.84
4 Uganda	3.88	3.62	Yellow	Green	Green	209.96	-	209.96	27.82	7.55
5 Ghana	3.83	3.58	Green		Green	160.32	-	160.32	21.66	7.40
6 Burkina Faso	3.77	3.47	Green	Green	Green	92.85	-	92.85	12.82	7.24
Medium policy : 3.25 < CPIA < 3.75										
1 Mali	3.74	3.91	Green	Green	Green	110.27	-	110.27	13.12	8.40
2 Kenya	3.73	3.28	Green		Green	211.44	-	211.44	33.47	6.32
3 Benin	3.72	3.51	Green	Green	Green	51.80	-	51.80	8.18	6.33
4 Lesotho	3.66	3.30	Green	Yellow	Yellow	8.34	7.03	15.37	1.80	8.55
5 Rwanda	3.58	3.56	Green	Red	Red	-	57.98	57.98	8.88	6.53
6 Mozambique	3.58	3.62	Green		Green	160.36	-	160.36	19.42	8.26
7 Niger	3.48	3.04	Green	Red	Red	-	59.28	59.28	13.50	4.39
8 Zambia	3.48	3.26	Red	Green	Green	69.18	-	69.18	11.48	6.03
9 Ethiopia	3.46	3.88	Green	Yellow	Yellow	152.22	122.46	274.68	75.60	3.63
10 Madagascar	3.46	3.02	Yellow	Green	Green	97.67	-	97.67	18.11	5.39
11 Cameroon	3.45	3.36	Green	Green	Green	105.72	-	105.72	16.04	6.59
12 Mauritania	3.40	2.68	Red	Green	Green	15.68	-	15.68	2.98	5.26
13 Djibouti	3.32	2.85	Red		Red	-	7.30	7.30	0.78	9.37
14 Gambia	3.29	2.76	Red		Red	-	9.44	9.44	1.48	6.39
15 Malawi	3.26	2.96	Red	Yellow	Yellow	34.10	25.77	59.88	12.61	4.75
Poor Policy : CPIA < 3.25										
1 Guinea	3.13	2.65	Red	Red	Red	-	27.86	27.86	9.20	3.03
2 Burundi	3.11	2.58	Red	Red	Red	-	35.59	35.59	7.28	4.89
3 Sao Tome & Principe	3.05	2.54	Red		Red	-	4.46	4.46	0.15	29.17
4 Sierra Leone	3.03	3.16	Red		Red	-	35.15	35.15	5.34	6.59
5 Chad	3.01	2.36	Green	Red	Red	-	26.29	26.29	9.45	2.78
6 Congo, Rep. Of	2.88	2.54	Red		Red	-	17.35	17.35	3.88	4.47
7 Congo DRC	2.83	2.64	Red		Red	-	237.66	237.66	55.85	4.26
8 Guinea-Bissau	2.83	1.69	Red		Red	-	7.13	7.13	1.54	4.63
9 Angola	2.73	2.05	Red	Yellow	Yellow	18.14	16.97	35.11	15.49	2.27
10 Sudan	2.62	1.57	Red		Red	-	48.07	48.07	35.52	1.35
11 Togo	2.59	1.51	Red		Red	-	10.32	10.32	5.99	1.72
12 Cote d'Ivoire	2.58	1.25	Red		Red	-	16.76	16.76	17.87	0.94
13 Eritrea	2.54	2.50	Red		Red	-	21.22	21.22	4.23	5.02
14 Liberia	2.54	1.41	Red		Red	-	9.42	9.42	3.24	2.91
15 Central African Repul	2.47	1.44	Red	Red	Red	-	9.80	9.80	3.99	2.46
16 Comoros	2.42	1.28	Red		Red	-	5.27	5.27	0.78	6.78
17 Somalia	1.00	0.29	Red		Red	-	5.26	5.26	7.96	0.66
Blend Countries										
1 Nigeria	3.18	2.04			Green	141.96	-	141.96	128.71	1.10
2 Zimbabwe	1.90	0.93			Green	8.61	-	8.61	12.94	0.67
Total						2,065.47	823.84	2,889.31		
Overall Share of Grants							28.35%			

Annexe 7

Relation entre l'allocation par habitant et l'EPP ajustée

Figure 1A : Relation de performance les 38 PMR du seul FAD

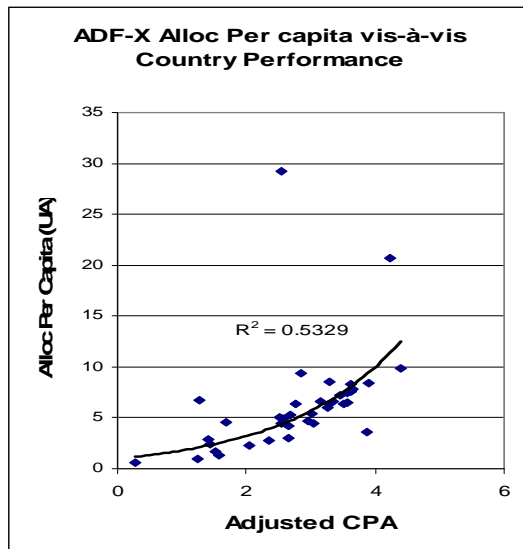
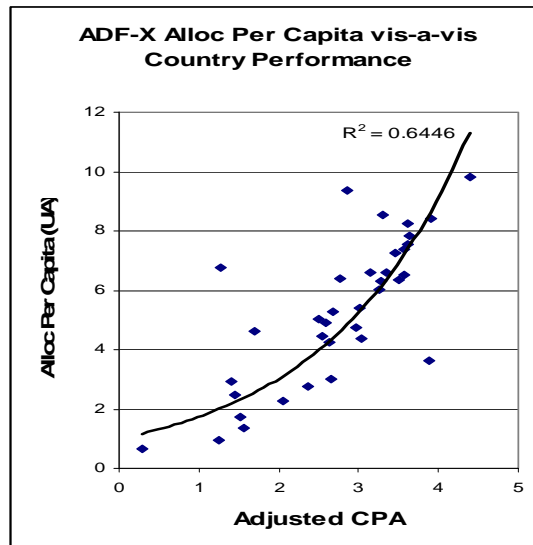


Figure 1B : Relation de performance pour les PMR du seul FAD, sauf le Cap Vert et Sao Tomé et Principe



La relation positive entre l'allocation par habitant et la performance est illustrée par les figures 1A et 1B ci-dessus. Les courbes sont basées sur les données des allocations par pays pour 2006 de l'annexe 5.

Pour les 38 PMR du seul FAD, la figure 1A fait apparaître un degré d'ajustement assez faible ($R^2 = 53,3\%$) dû à la présence de deux valeurs aberrantes correspondant au Cap Vert et à Sao Tomé et Principe, avec des allocations par habitant respectivement de 20,73 UC et 29,17 UC alors que tous les autres PMR du seul FAD disposent d'allocations par habitant inférieures à 10,0 UC. Sur la figure 1B, l'exclusion des deux valeurs aberrantes entraîne l'amélioration du degré d'ajustement ($R^2 = 64,5\%$) pour la relation positive entre l'allocation par habitant et la performance.

Annexe 8

Méthodologie de l'évaluation des performances du portefeuille d'un pays (EPPP)

Vue d'ensemble

1. L'évaluation de la performance globale du portefeuille d'un pays commence par l'évaluation de la performance des projets et des résultats de chaque projet à l'aide d'une série d'appréciations couvrant divers aspects de la mise en oeuvre du projet. Les évaluations sont le fruit d'enquêtes réalisées par le personnel basé sur le terrain et de la supervision du bureau mais sont sujettes à révision de la part des équipes et des directeurs de pays. Deux notes distinctes pour chaque projet sont calculées à partir des appréciations comme cela est décrit ci-dessous.

2. La première note qui mesure les progrès dans la mise en oeuvre (PMO) vise à mesurer le degré de satisfaction relatif atteint dans l'exécution du projet à un moment donné. Cette note est basée sur la moyenne de 14 indicateurs appréciés séparément portant sur des éléments comme la gestion de projet, la passation des marchés et l'observation des conditions du prêt. La seconde note mesure la probabilité pour le projet d'atteindre ses objectifs de développement (OD) et est basée sur la moyenne de 4 indicateurs comme la contribution aux capacités institutionnelles et l'impact à long terme du projet sur le groupe bénéficiaire. Chacun de ces 18 indicateurs est apprécié sur une échelle de 4 points (0, 1, 2, 3).

3. Les 14 indicateurs de PMO et les 4 indicateurs d'OD font l'objet d'une moyenne distincte. Une note moyenne inférieure à 1,5 constitue un résultat problématique. Ce seuil est appliqué de manière systématique à toutes les notations. Pour qu'un projet soit considéré comme problématique, il doit obtenir une note de PMO ou une note d'OD inférieure à 1,5. Ainsi, il n'est pas nécessaire qu'un projet obtienne à la fois une note de PMO et une note d'OD inférieure à 1,5 pour être considéré comme problématique.

Détermination des projets à risque (PAR)

4. L'étape suivante de l'évaluation consiste à déterminer les projets *potentiellement* problématiques. Cette classification signifie que, pour un projet aux performances pourtant satisfaisantes en termes de PMO et d'OD, d'autres indicateurs suggèrent que ce projet *pourrait* devenir problématique à l'avenir. Pour qu'un projet tombe dans la catégorie *potentiellement* problématique, il doit remplir au moins 2 des critères suivants :

- La durée écoulée entre l'approbation et l'effectivité du projet est supérieure à 12 mois. Ceci s'applique à toutes les opérations : projets, prêts d'ajustement structurel et activités d'assistance technique.
- La condition suspensive (rubrique A1 du formulaire d'évaluation de projet) est évaluée à moins de 1,5.
- L'acquisition de biens et de services (B.2) est évaluée à moins de 1,5.
- La gestion de projet (D.4) est évaluée à moins de 1,5.

- Les fonds de contrepartie (D.4) sont évalués à moins de 1,5.
- Le taux d'échec des projets du pays est élevé (un taux d'échec RAPP/RAP de 50% dans un pays fragile en termes de critères macroéconomiques).
- Les évaluations des PMO ou des OD sont insatisfaisantes deux années de suite.

5. Les définitions ci-dessus ont été utilisées à partir de 1997 jusqu'en 2001. Dans le Rapport annuel sur la performance du portefeuille de 2002 et 2003, la définition d'un projet *potentiellement* problématique a été revue afin d'appliquer de nouveaux critères plus stricts. Les changements incluent l'ajout des nouveaux critères suivants à la définition :

- ♦ **Affinement de la définition d'un projet à risque :** des indicateurs supplémentaires annonciateurs de risque ont été inclus dans la liste des opérations potentiellement problématiques :
 - moins de 10% du prêt accordé pour une opération spécifique a été déboursé deux ans après l'effectivité du prêt ou moins de 50% du prêt a été déboursé 5 ans après l'effectivité du prêt;
 - les projets ne sont pas achevés 8 ans (5 ans pour les FAT) après la date de leur approbation;
 - le déboursement des ressources pour des opérations de renforcement des capacités financées par des FAT/subventions est inférieur à 50% 3 ans après la date d'approbation de ces opérations;
 - une opération financée par un prêt ou par une subvention n'est pas encore déclarée effective 12 mois après la signature.

6. Le critère « projet à risque » (PAR) est obtenu par la combinaison des projets potentiellement problématiques et des projets présentant déjà des problèmes (PP). L'indicateur de projet à risques atténue la sous-estimation possible des projets à problèmes en étant basé sur une évaluation plus globale de l'état du portefeuille. Des études menées par des institutions à vocation analogue ont montré que certains responsables de projets ont l'impression que l'évaluation des opérations ont des répercussions sur eux-mêmes d'où une tendance croissante à évaluer les projets au-dessus de leur valeur réelle. Une certaine prudence s'impose cependant dans l'interprétation de la valeur PAR vu qu'elle inclut les projets *potentiellement* problématiques et les projets *déjà* problématiques. Il faut remarquer que la valeur PAR ne prédit *en rien* un résultat négatif mais attire plutôt l'attention sur les projets devant faire l'objet d'une attention supplémentaire.

7. L'étape finale comporte la conversion du nombre de PAR en pourcentage et l'attribution de la note de l'EPPP. Cela consiste à diviser le nombre réel de PAR par le nombre total d'opérations évaluées pour chaque pays. Ainsi, un pays dans lequel 10 projets évalués sont en cours dont 2 sont « à risques » obtiendrait un taux de PAR de 20% et une note de 4,0 comme indiqué dans le cadre 2 ci-dessous. La nouvelle échelle de six points indiquée ci-dessous est appliquée depuis début 2002. Comme on peut l'observer, avec l'introduction de demi-points en 2004, la nouvelle échelle de conversion utilisée pour le FAD-IX « récompense » les PMR pour de petits accroissements dans l'amélioration du portefeuille, par comparaison avec l'ancienne échelle utilisée pour le FAD-VIII.

<p><i>Cadre 2 : Projets à risques</i></p> <p>Table de conversion</p>	
% de projets à risques par pays (X)	Notation
X = 0% pendant au moins 3 ans	6,0
$0 < X \leq 5\%$	5,0
$5 < X \leq 15\%$	4,5
$15 < X \leq 30\%$	4,0
$30 < X \leq 35\%$	3,5
$35 < X \leq 45\%$	3,0
$45 < X \leq 65\%$	2,5
$X > 65\%$	2,0
$X > 65\%$ pendant au moins 3 ans	1,0

8. À cause de l'application de ces critères plus rigoureux, le taux global des projets à risques a augmenté d'environ dix points par rapport à ce qu'il était avec l'ancien système d'évaluation. L'impact prévu de ce changement de méthodologie est un résultat de l'EPPP plus bas pour plusieurs pays avec le nouveau système d'évaluation comparé au résultat avec l'ancien système.

Annexe 9A

INDICATEURS D'EVALUATION POST-CONFLIT

Dimensions	Questions
Perspectives de paix	1. Réconciliation : Un traité de paix est-il en place ? Toutes les principales parties en présence l'ont-elle signé ? Les groupes d'insurgés mènent-ils encore des actions ? Quels efforts d'accompagnement ont été faits pour garantir le traité de paix ou l'accord de cessez-le-feu ? Un processus de médiation est-il en place et quelle est son efficacité ?
	2. Sécurité intérieure : Y a-t-il eu des tirs dans les six derniers mois ? La circulation des biens et des personnes sur le territoire se fait-il sans entraves ? Dans quelle mesure la situation sur le plan de la sécurité permet-elle la préparation, la mise en oeuvre et la supervision de projets ?
	3. Impact des conflits voisins : Dans quelle mesure un conflit dans les pays voisins affecte-t-il la dynamique du conflit intérieur ? Quel impact aurait une stabilisation sur les pays voisins ?
Besoins	4. Évaluation des dégâts : Quelle est l'étendue des destructions des infrastructures économiques et sociales ? Quels sont les besoins des groupes affectés par le conflit ? Quel est le coût estimé d'un programme global de relance/reconstruction d'urgence ?
	5. Capacité d'absorption : Quel niveau de ressources gouvernementales et des donateurs peut être effectivement absorbé ? Si celui-ci est bas, la capacité peut-elle être rapidement augmentée ? Quelles sont les principales contraintes sur l'absorption de l'aide au développement ?
	6. Adéquation des ressources disponibles : Existe-t-il un besoin important de ressource non satisfait compte tenu des ressources gouvernementales et des donateurs disponibles ? D'autres donateurs font-ils un effort important pour garantir le financement complet du programme de relance ? La participation du Fonds aiderait-elle à mobiliser des ressources des donateurs ? Si le Fonds dispose d'un portefeuille dans le pays, quel niveau de ressources peut être redirigé en vue de soutenir le programme de relance ?
Engagement du gouvernement dans le développement durable	7. Programme de réformes économiques et sociales : Le gouvernement a-t-il l'intention de poursuivre des politiques économiques et sociales contribuant à une croissance économique et à une réduction de la pauvreté à grande échelle ? Quelles contraintes pourraient empêcher la mise en oeuvre du programme de réformes ?
	8. Gestion économique : Le gouvernement met-il en place des fonctions de gestion économique adéquates, y compris des garanties fiduciaires ? Le gouvernement est-il engagé dans la normalisation des relations avec les donateurs et les créanciers et a-t-il encouragé les créanciers officiels à participer à un processus méthodique d'effacement des arriérés ?
Préoccupations quant au risque moral	9. Indication de l'impact de l'implication du Fonds : La reprise de l'assistance du Fonds pourrait-elle ébranler l'engagement du pays ou de la région sur la voie de la paix ? Quel rôle le gouvernement en place a-t-il joué dans le conflit ? L'assistance du Fonds pourrait-elle être perçue « récompensant » une ou plusieurs parties engagées dans le conflit ?
	10. Probabilité d'un détournement de l'assistance du Fonds : L'aide du Fonds pourrait-elle alimenter le conflit ? Jusqu'à quel degré la fongibilité des ressources devrait-elle être considérée comme une préoccupation, que ce soit au niveau du pays ou de la région ?

Annexe 9B

INDICATEURS DE PROGRES POST-CONFLIT

A. Sécurité et réconciliation		Ces indicateurs soulignent l'importance d'une paix durable dans un pays sortant d'un conflit. Elles évaluent les efforts des autorités pour réduire les chances d'un nouveau conflit et apporter la sécurité à la population. Ils mesurent les actions entreprises par le gouvernement pour rendre l'environnement propice à une paix durable. Pour plusieurs de ces indicateurs, le Fonds devra se fier aux informations transmises par les agences de l'ONU et les agences bilatérales.
1. Sécurité publique	<ul style="list-style-type: none">• Effectivité du maintien de l'ordre public et des efforts pour réduire la criminalité• Sécurité des populations affectées par la guerre	
2. Réconciliation	<ul style="list-style-type: none">• Légitimité du gouvernement• Progrès dans le processus de médiation• Intégration des parties engagées dans le conflit	
3. Démobilisation et désarmement	<ul style="list-style-type: none">• Effectivité du programme D&D• Effectivité des efforts pour intégrer les ex-combattants	
B. Relance économique		Ce groupe mesure l'étendue de la mise en oeuvre des politiques visant à stimuler la relance économique.
4. Gestion de l'inflation et de la dette extérieure, adéquation du budget	<ul style="list-style-type: none">• Composition du budget• Progrès concernant les réformes structurelles et le programme du FMI• Gestion du déficit fiscal et de la dette fiscale	
5. Politique du commerce, devises et régimes des prix	<ul style="list-style-type: none">• Fonctionnement des autorités douanières• Efficacité des régimes de change	
6. Gestion et viabilité du programme de développement	<ul style="list-style-type: none">• Bien-fondé du programme de développement• Progrès dans la mise en oeuvre• Utilisation de processus participatifs	
C. Intégration sociale et développement du secteur social		Ce groupe évalue si les besoins sociaux immédiats sont satisfaits et se concentre sur la répartition des biens, des revenus et des services au sein des groupes affectés par le conflit et sur les politiques du gouvernement visant à réintégrer les populations déplacées et à leur apporter les services fondamentaux en matière d'éducation et de santé.
7. Réintégration des populations déplacées	<ul style="list-style-type: none">• Efforts du gouvernement pour aider les personnes déplacées et les rapatriés	
8. Éducation	<ul style="list-style-type: none">• Efforts pour répondre aux besoins urgents en particulier dans l'enseignement primaire• Efforts pour traiter les disparités parmi les individus ou les groupes affectés par le conflit	
9. Santé	<ul style="list-style-type: none">• Besoins urgents de soins médicaux, en particulier dans les zones affectées par la guerre• Disparités parmi les individus ou les groupes affectés par le conflit	
D. Institutions et gestion du secteur public		Ce groupe évalue la qualité de la gestion des affaires publiques en se concentrant sur les efforts du gouvernement pour gérer efficacement le secteur public et sur l'état de ses institutions.
10. Formulation du budget et efficacité de la mobilisation des recettes	<ul style="list-style-type: none">• Formulation et mise en oeuvre du budget• Effectivité de la collecte des recettes et de l'administration fiscale• Effectivité de la vérification des comptes publics	

<p>11. Rétablissement de l'administration et de la gestion des affaires publiques sur la base de règles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fonctionnement de l'administration civile • Paiement des salaires du gouvernement • Exécution des contrats • Nombre de ministres 	
<p>12. Transparence, obligation de rendre des comptes et corruption dans le secteur public</p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'obligation pour le gouvernement de rendre des comptes • Étendue de la corruption et engagement du gouvernement dans sa réduction 	

Annexe 10

Allocations annuelles par pays avec concentration en début et en fin de période

La politique d'allocation annuelle du FAD-X, avec concentration en début et en fin de période des ressources du FAD, est illustrée dans le tableau 1 ci-dessous. Deux scénarios sont considérés.

Scénario 1

1. Dans ce scénario, on suppose que le calcul de l'AFP pour la première année a abouti à une enveloppe d'allocations de 150 millions d'UC pour le pays X sur une période de 3 ans. La politique exige une allocation annuelle ferme (50%) pour l'année 1, suivie par des allocations indicatives (25%) pour chacune des deux années suivantes. En conséquence, des allocations annuelles d'un montant de 75 millions d'UC, 37,5 millions d'UC et 37,5 millions d'UC sont programmées pour le cycle de réapprovisionnement de 3 ans.

Tableau 1
Annual Country Allocations with Front- & Back-Loading
Numerical Examples (UA million)

Scenario 1: Frontloading Yr3 indicative allocation					
	PBA exercise		Yr1 alloc	Yr2 alloc	Yr3 alloc
	(UA mill)		50%	25%	25%
Year 1	150.0		75.0	37.5	37.5
Year 2 (avail alloc)	120.0		60.0 75.0	30.0 30.0	30.0 15.0
Year 3 (avail alloc)	180.0		90.0 75.0	45.0 30.0	45.0 75 + realloc

Scenario 2: Frontloading Yr2 & Yr3 indicative allocations					
	PBA exercise		Yr1 alloc	Yr2 alloc	Yr3 alloc
	(UA mill)		50%	25%	25%
Year 1 (avail alloc)	150.0		75.0 93.75	37.5 18.75	37.5 37.5
Year 2 (avail alloc)	120.0		60.0 93.75	30.0 11.25	30.0 15.0
Year 3 (avail alloc)	180.0		90.0 93.75	45.0 11.25	45.0 75 + realloc

2. La deuxième année, on suppose que le montant de l'enveloppe de l'AFP tombe à 120 millions d'UC, soit une diminution de 20%. Cela pourrait être le résultat d'un passage des conditions prêts/subventions du CSD de 100% de prêts à 100% de subventions. Cela pourrait également être la conséquence de facteurs extérieurs négatifs (sécheresse ou autres aléas

climatiques), de performances moindres par rapport aux autres bénéficiaires du FAD, d'autres facteurs comme le RNB par habitant ou d'une combinaison de ces facteurs.

3. Sur la base de la nouvelle politique, les allocations annuelles sont programmées pour un montant de 60 millions d'UC la première année, 30 millions d'UC la deuxième année et 30 millions d'UC la troisième année. On suppose que le pays a complètement utilisé les 75 millions d'UC allouées pour la première année. La chute de l'allocation à 60 millions d'UC la deuxième année signifie en fait que la programmation de l'année 1 a concentré 15 millions d'UC de l'allocation indicative pour l'année 2 sur l'année 1. Il reste donc 15 millions d'UC de l'allocation de l'année 2 mais le pays peut si nécessaire concentrer sur la deuxième année jusqu'à 50% de l'allocation indicative de 30 millions d'UC pour la troisième année. On suppose que ce montant est en fait engagé pour de nouveaux projets ou programmes au cours de cette deuxième année.

4. Pour la troisième année, on suppose que le pays améliore sa performance en prenant des mesures portant spécifiquement sur les points faibles identifiés dans son EPIP et son EPPP d'où une enveloppe d'AFP de 180 millions d'UC. À nouveau, sur la base de la nouvelle politique, cette nouvelle allocation est programmée sur une période de 3 ans comme suit : 90 millions d'UC, 45 millions d'UC et 45 millions d'UC pour l'allocation de la première, deuxième et troisième année respectivement. Le pays a déjà absorbé 75 millions d'UC la première année et 30 millions d'UC la deuxième année soit un total de 105 millions d'UC sur 2 ans. De la troisième et dernière enveloppe d'AFP de 180 millions d'UC, seuls 75 millions d'UC sont encore disponibles pour le pays la troisième année. En outre, comme la performance du pays est élevée, il est éligible pour une réallocation des ressources transférées des pays à performance médiocre à hauteur de 50% de son allocation annuelle moyenne, ce qui représente 30 millions d'UC supplémentaires. Ainsi, au total, ce pays pourrait disposer de 105 millions d'UC disponibles pour être engagées dans des projets ou programmes la dernière année du cycle de réapprovisionnement.

Scénario 2

5. Dans le deuxième scénario du tableau 1 ci-dessus, la seule modification apportée réside dans le fait que le pays profite de la concentration en début de période dès la première année. L'analyse de la concentration en début/fin de période, l'engagement de ressources pour des projets et programmes en cours et les perspectives de réallocation suivent le même schéma que celui décrit dans le scénario 1.